

## Agence du revenu du Québec Rapport de la direction

---

La direction de l'Agence du revenu du Québec est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers de l'Agence du revenu du Québec pour les activités de nature administrative, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Ces états financiers sont préparés selon des méthodes comptables qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les données des opérations fiduciaires relatives à l'administration provisoire des biens non réclamés, présentées à la note 20, n'ont pu être auditées en date du présent rapport. L'information financière contenue ailleurs au rapport annuel de gestion est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la direction de l'Agence du revenu du Québec maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'évaluation de l'Agence du revenu du Québec procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes.

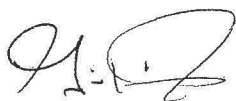
L'Agence du revenu du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui examine les états financiers, rencontre le Vérificateur général du Québec et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Agence du revenu du Québec pour les activités de nature administrative, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion avec réserve. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

*Le président-directeur général,*

*Le vice-président et directeur général  
de la Direction générale de la planification,  
de l'administration et de la recherche,*



**Gilles Paquin**



**Daniel Prud'homme**

**Québec, le 27 novembre 2013**

---

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Agence du revenu du Québec (activités de nature administrative), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

*Fondement de l'opinion avec réserve*

Les données des opérations fiduciaires relatives à l'administration provisoire des biens non réclamés aux 31 décembre 2011 et 2012, présentées à la note 20, n'ont pu être auditées, car je n'ai pas été en mesure d'obtenir les éléments probants suffisants et appropriés concernant ces données en date du présent rapport. Par conséquent, je n'ai pu déterminer si les montants en cause auraient dû faire l'objet d'ajustements.

*Opinion avec réserve*

À mon avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Agence du revenu du Québec (activités de nature administrative) au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

*Michel Samson, CPA auditeur, CA*  
Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 27 novembre 2013

**Agence du revenu du Québec**  
**État des résultats et de l'excédent cumulé**  
 De l'exercice clos le 31 mars 2013

|                                                                                                                                                 | Budget        | 2013          | 2012          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
|                                                                                                                                                 | \$            | \$            | \$            |
| <b>REVENUS</b>                                                                                                                                  |               |               |               |
| Contributions du Fonds relatif à l'administration fiscale (note 4)                                                                              | 740 322 900   | 740 322 900   | 776 687 756   |
| Tarification de services au gouvernement du Canada                                                                                              | 144 985 420   | 146 490 960   | 146 757 075   |
| Tarifications fiscale et alimentaire                                                                                                            | 60 233 000    | 61 697 924    | 61 017 981    |
| Tarification de services à des ministères et organismes provinciaux                                                                             | 47 663 380    | 46 966 222    | 46 588 888    |
| Honoraires pour l'administration des biens non réclamés                                                                                         | 3 600 000     | 9 100 488     | 6 545 306     |
| Revenus d'intérêts                                                                                                                              | —             | —             | 4 629 762     |
| Contributions du gouvernement du Canada                                                                                                         | 685 500       | 880 879       | 936 112       |
| Contribution du Secrétariat du Conseil du trésor                                                                                                | —             | —             | 286 515       |
| Autres revenus                                                                                                                                  | —             | 1 589 837     | 1 265 108     |
|                                                                                                                                                 | 997 490 200   | 1 007 049 210 | 1 044 714 503 |
| <b>CHARGES</b>                                                                                                                                  |               |               |               |
| Traitement et avantages sociaux                                                                                                                 | 693 540 800   | 704 178 180   | 654 155 056   |
| Loyer                                                                                                                                           | 61 305 562    | 62 011 192    | 58 433 721    |
| Services professionnels et techniques                                                                                                           | 59 362 366    | 60 799 131    | 46 572 157    |
| Poste et messagerie                                                                                                                             | 25 617 907    | 27 332 810    | 25 793 925    |
| Utilisation des serveurs gouvernementaux                                                                                                        | 21 095 200    | 20 107 916    | 21 607 319    |
| Entretien des infrastructures technologiques                                                                                                    | 16 205 400    | 14 637 513    | 10 759 417    |
| Télécommunications                                                                                                                              | 9 416 400     | 10 058 070    | 9 354 582     |
| Déplacements                                                                                                                                    | 13 117 411    | 11 166 625    | 11 481 261    |
| Abonnements et fournitures                                                                                                                      | 10 435 514    | 8 643 676     | 10 654 162    |
| Frais d'intérêts et autres frais de financement (note 5)                                                                                        | 11 848 900    | 6 202 929     | 11 409 512    |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles                                                                                             | —             | 3 917 050     | 2 101 632     |
| Contributions aux restaurateurs                                                                                                                 | —             | 2 095 040     | 47 803 374    |
| Contributions relatives au programme transitoire de compensation financière pour les personnes âgées vivant en résidence ou en logement locatif | 1 213 000     | 1 407 551     | 1 870 081     |
| Contributions au Fonds des pensions alimentaires                                                                                                | 1 150 000     | 827 758       | 1 175 608     |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                                                                   | 83 136 800    | 86 651 489    | 75 421 857    |
| Autres dépenses                                                                                                                                 | 10 044 940    | 1 479 857     | 1 368 933     |
|                                                                                                                                                 | 1 017 490 200 | 1 021 516 787 | 989 962 597   |
| <b>(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL</b>                                                                                                                | (20 000 000)  | (14 467 577)  | 54 751 906    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                                                                                                                 | 110 867 650   | 110 867 650   | 56 115 744    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                                                                                                                 | 90 867 650    | 96 400 073    | 110 867 650   |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Agence du revenu du Québec

## État de la situation financière

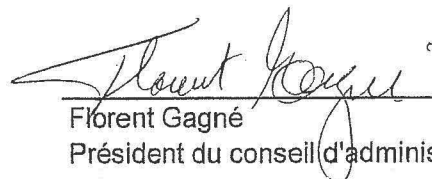
Au 31 mars 2013

|                                                                                               | 31 mars 2013         | 31 mars 2012         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|                                                                                               | \$                   | \$                   |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                                      |                      |                      |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)                                              | 20 195 153           | 27 317 595           |
| Débiteurs (note 7)                                                                            | 11 776 844           | 37 669 334           |
| Effets à recevoir du gouvernement du Québec (note 8)                                          | 79 579 591           | 153 182 138          |
| Frais reportés liés aux emprunts                                                              | —                    | 936 001              |
|                                                                                               | <u>111 551 588</u>   | <u>219 105 068</u>   |
| <b>PASSIFS</b>                                                                                |                      |                      |
| Créditeurs et charges à payer (note 10)                                                       | 81 599 025           | 91 793 425           |
| Effet à payer au Fonds des pensions alimentaires<br>sans intérêt ni modalité de remboursement | 3 498 264            | 3 498 264            |
| Revenus reportés (note 11)                                                                    | 34 168 461           | 45 768 421           |
| Dettes (note 12)                                                                              | 263 870 835          | 246 308 898          |
| Provision pour congés de maladie, vacances et autres<br>congés rémunérés (note 13)            | 83 618 917           | 149 937 311          |
|                                                                                               | <u>466 755 502</u>   | <u>537 306 319</u>   |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                                            | <u>(355 203 914)</u> | <u>(318 201 251)</u> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                                                  |                      |                      |
| Immobilisations corporelles (note 15)                                                         | 434 839 845          | 411 968 444          |
| Stocks de fournitures                                                                         | 9 239 888            | 11 753 231           |
| Frais payés d'avance                                                                          | 7 524 254            | 5 347 226            |
|                                                                                               | <u>451 603 987</u>   | <u>429 068 901</u>   |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>                                                                        | <u>96 400 073</u>    | <u>110 867 650</u>   |
| <b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES</b> (note 16)                                                   |                      |                      |
| <b>ÉVENTUALITÉS</b> (note 17)                                                                 |                      |                      |
| <b>OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE</b> (note 20)                                    |                      |                      |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Gilles Paquin  
Président-directeur général



Florent Gagné  
Président du conseil d'administration



Agence du revenu du Québec  
 État de la variation de la dette nette  
 De l'exercice clos le 31 mars 2013

|                                                        | Budget               | 2013                 | 2012                 |
|--------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|                                                        | \$                   | \$                   | \$                   |
| <b>(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL</b>                       | <u>—</u>             | <u>(14 467 577)</u>  | <u>54 751 906</u>    |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles             | (130 000 000)        | (113 458 710)        | (111 845 661)        |
| Amortissement des immobilisations corporelles          | 83 136 800           | 86 651 489           | 75 421 857           |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles    | —                    | 3 917 050            | 2 101 632            |
| Produit de disposition des immobilisations corporelles | —                    | 18 770               | 25 728               |
|                                                        | <u>(46 863 200)</u>  | <u>(22 871 401)</u>  | <u>(34 296 444)</u>  |
| Variation due aux stocks de fournitures                | —                    | 2 513 343            | (289 096)            |
| Variation due aux frais payés d'avance                 | —                    | (2 177 028)          | (2 026 791)          |
|                                                        | <u>—</u>             | <u>336 315</u>       | <u>(2 315 887)</u>   |
| <b>(Augmentation) diminution de la dette nette</b>     | <u>(46 863 200)</u>  | <u>(37 002 663)</u>  | <u>18 139 575</u>    |
| <b>Dette nette au début</b>                            | <u>(318 201 251)</u> | <u>(318 201 251)</u> | <u>(336 340 826)</u> |
| <b>Dette nette à la fin</b>                            | <u>(365 064 451)</u> | <u>(355 203 914)</u> | <u>(318 201 251)</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Agence du revenu du Québec

## État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2013

|                                                                                            | 2013                 | 2012                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|                                                                                            | \$                   | \$                   |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                         |                      |                      |
| (Déficit) excédent annuel                                                                  | (14 467 577)         | 54 751 906           |
| Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :                                       |                      |                      |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                              | 86 651 489           | 75 421 857           |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles                                        | 3 917 050            | 2 101 632            |
|                                                                                            | <u>76 100 962</u>    | <u>132 275 395</u>   |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :                             |                      |                      |
| Débiteurs                                                                                  | 25 892 490           | (17 456 492)         |
| Effets à recevoir du gouvernement du Québec                                                | —                    | (4 629 762)          |
| Frais reportés liés aux emprunts                                                           | —                    | (936 001)            |
| Créditeurs et charges à payer                                                              | (13 872 959)         | 8 758 280            |
| Revenus reportés                                                                           | (11 599 960)         | (6 773 492)          |
| Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés                      | 7 284 153            | 8 085 514            |
| Stocks de fournitures                                                                      | 2 513 343            | (289 096)            |
| Frais payés d'avance                                                                       | (2 177 028)          | (2 026 791)          |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>                        | <u>84 141 001</u>    | <u>117 007 555</u>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS</b>                                      |                      |                      |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                       | 18 770               | 25 728               |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                                                 | (109 780 151)        | (113 264 513)        |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour des activités d'investissements en immobilisations</b> | <u>(109 761 381)</u> | <u>(113 238 785)</u> |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                            |                      |                      |
| Augmentation des dettes                                                                    | 263 353 806          | 119 944 790          |
| Dettes remboursées                                                                         | (244 714 915)        | (148 753 626)        |
| Autres activités de financement                                                            | (140 953)            | —                    |
| <b>Flux de trésorerie provenant (utilisés pour) des activités de financement</b>           | <u>18 497 938</u>    | <u>(28 808 836)</u>  |
| <b>Diminution nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>                      | <u>(7 122 442)</u>   | <u>(25 040 066)</u>  |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                    | <u>27 317 595</u>    | <u>52 357 661</u>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 6)</b>                           | <u>20 195 153</u>    | <u>27 317 595</u>    |
| Intérêts versés                                                                            | 5 855 443            | 5 495 358            |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

---

**1 — CONSTITUTION ET OBJET**

L'Agence du revenu du Québec (« l'Agence ») est une personne morale, mandataire de l'État, constituée en vertu de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011. L'Agence a pour mission de fournir au ministre du Revenu l'appui nécessaire à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité lui est confiée ainsi que de lui fournir l'appui nécessaire pour s'acquitter de toute autre responsabilité qui lui est confiée par une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou une entente. Elle perçoit des sommes affectées au financement des services publics de l'État et participe aux missions économiques et sociales du gouvernement en administrant notamment des programmes de perception et de redistribution de fonds.

Puisqu'elle est mandataire de l'État, l'Agence n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

Au 1<sup>er</sup> avril 2011 et en accord avec sa loi constitutive, l'Agence a acquis les actifs et assume les passifs suivants :

- Les biens meubles à l'usage du ministère du Revenu au 31 mars 2011, à l'exception des biens appartenant à la Société immobilière du Québec et des biens à l'usage du ministère du Revenu en vertu d'un contrat de location;
- Les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds de perception existants le 31 mars 2011. Les responsabilités découlant des emprunts effectués et des avances consenties ainsi que des contrats et des ententes conclus par le ministre, à titre de gestionnaire du Fonds, aux fins des activités du Fonds, existants le 31 mars 2011, sont également transférées à l'Agence;
- Les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds des technologies de l'information et du Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu, existants le 31 mars 2011.

L'Agence a également acquis au 1<sup>er</sup> avril 2011, à leur valeur nette comptable, les actifs et les passifs de nature administrative du ministère du Revenu et du Fonds des pensions alimentaires existants le 31 mars 2011.

---

## Agence du revenu du Québec

### Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

---

## 2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### ÉTATS FINANCIERS

L'Agence publie deux jeux d'états financiers : l'un pour les activités propres de l'Agence (soit les activités de nature administrative) et l'autre pour les activités qu'elle administre pour le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Le but des présents états financiers est de fournir l'information sur les activités de nature administrative de l'Agence.

### BASE DE PRÉSENTATION

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Agence se conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public édictées dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source première de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

### PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Les opérations relatives aux biens détenus en fiducie par le Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire) et par les biens non réclamés sont détaillées à la note 20 et sont exclues du périmètre comptable de l'Agence.

### ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de l'Agence, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction.

Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

---

**2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****INSTRUMENTS FINANCIERS**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont constatés selon l'une ou l'autre des deux catégories, soit les instruments financiers évalués à la juste valeur, soit les instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles de l'entité sont éteintes, annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les effets à recevoir du gouvernement du Québec, à l'exception de l'effet à recevoir relatif au transfert des actifs et des passifs du ministère du Revenu à l'Agence, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'effet à payer au Fonds des pensions alimentaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exclusion des avantages sociaux à payer, les dettes et la provision pour vacances et autres congés rémunérés sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

À chaque fin d'exercice, si une indication objective de dépréciation des actifs financiers existe, ceux-ci sont évalués pour déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

**REVENUS**

Les revenus sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ont lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Les revenus de tarification sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- Les services ont été rendus;
- Le tarif est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

## Agence du revenu du Québec

### Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

---

#### 2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les contributions afférentes à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme contributions reportées et sont virées aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux d'amortissement que les immobilisations corporelles afférentes.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

#### CHARGES

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'année financière, y compris l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les contributions aux restaurateurs, les contributions relatives au programme transitoire de compensation financière pour les personnes âgées vivant en résidence ou en logement locatif et les contributions au Fonds des pensions alimentaires sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où les contributions ont été autorisées et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

#### ACTIFS FINANCIERS

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu.

##### Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement au moyen d'une provision pour créances douteuses, le cas échéant. La variation annuelle de cette provision est imputée aux charges de l'exercice.

#### PASSIFS

##### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementales étant donné que l'Agence ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

---

**Agence du revenu du Québec****Notes complémentaires**

Au 31 mars 2013

---

**2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés**

Les obligations découlant des vacances et autres congés rémunérés dues aux employés de l'Agence sont comptabilisées au coût à titre de passif. La charge annuelle est comptabilisée selon les avantages gagnés par les employés au cours de l'exercice.

Les obligations à long terme découlant de congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle triennale (mise à jour annuellement) selon les hypothèses les plus probables déterminées par l'Agence. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondants qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Les placements du Fonds des congés de maladie accumulés sont évalués à une valeur de marché redressée. Selon cette méthode d'évaluation, l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur cinq ans.

Les gains et les pertes actuariels sur le Fonds et sur les obligations liées aux congés de maladie sont amortis linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers de l'Agence sont employés normalement pour fournir des services futurs.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

- Améliorations locatives : 10 ans;
- Aménagement : 10 ans;
- Matériel et équipement : de 3 à 10 ans;
- Développement informatique : de 4 à 10 ans.

Les immobilisations en cours de développement (ou une de leurs composantes significatives) sont amorties lorsqu'elles sont terminées et prêtes à être mises en service.

---



## Agence du revenu du Québec

### Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

---

#### 2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Agence de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

##### Stocks de fournitures

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

#### ÉTAT DES GAINS ET DES PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et des pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

#### 3 — MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

##### Adoption de nouvelles normes comptables

##### SP 1201, « Présentation des états financiers »

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Agence a adopté le chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200, « Présentation des états financiers ». Les principales modifications de ce chapitre sont les suivantes :

- Les gains et pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier;
- L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur la présentation des données, sur les résultats et sur la situation financière de l'Agence.

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

---

**3 — MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****SP 3410, « Paiements de transfert »**

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Agence a adopté prospectivement le chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

Pour l'Agence, la venue du chapitre sur les paiements de transfert a eu un impact sur la comptabilisation de la contribution du gouvernement du Canada pour financer une partie des coûts associés aux mesures québécoises de justice familiale. En effet, afin de respecter les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, l'Agence doit maintenant comptabiliser un revenu lorsque les critères d'admissibilité pour recevoir le paiement de transfert sont respectés. Cette modification n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers.

**SP 3450, « Instruments financiers »**

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Agence a adopté prospectivement le chapitre SP 3450, « Instruments financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur et coût ou coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 19.

En date du 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Agence :

- A comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450;
- A appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur.

Le chapitre sur les instruments financiers n'apporte qu'une correction de présentation dans les états financiers de l'Agence. Afin de respecter les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, l'Agence présente les frais reportés liés aux emprunts à l'encontre de la dette au lieu de les présenter à l'actif tel que dans les états financiers du 31 mars 2012. Ce reclassement n'a eu aucun effet sur les flux de trésorerie.

---

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**4 — CONTRIBUTIONS DU FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE**

L'article 56 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec institue, au ministère des Finances, le Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF), dont l'objet est de rétribuer, sauf dans les cas où une rétribution est autrement prévue, les services que l'Agence rend au ministre. Cette rétribution a été établie à 702 787 500 \$ en vertu du décret # 309-2012 pour l'exercice 2012-2013.

De plus, le FRAF a versé à l'Agence, en vertu du décret # 99-2013, un montant de 37 535 400 \$ pour financer des projets spécifiques de lutte contre l'évasion fiscale.

|                               | 2013               | 2012               |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|
|                               | \$                 | \$                 |
| Contributions pour les :      |                    |                    |
| Opérations courantes          | 702 787 500        | 685 000 000        |
| Projets spécifiques           | 37 535 400         | 47 000 000         |
| Subventions aux restaurateurs | —                  | 44 687 756         |
|                               | <u>740 322 900</u> | <u>776 687 756</u> |

**5 — FRAIS D'INTÉRÊTS ET AUTRES FRAIS DE FINANCEMENT**

|                                                        | 2013             | 2012              |
|--------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
|                                                        | \$               | \$                |
| Intérêts sur les dettes                                | 5 803 883        | 5 990 400         |
| Intérêts sur la provision pour congés de maladie       | 5 096 000        | 4 934 000         |
| Frais de gestion et frais d'émission de l'emprunt      | 412 798          | 484 506           |
| Rendement sur le Fonds des congés de maladie accumulés | (5 110 985)      | —                 |
| Intérêts autres                                        | 1 233            | 606               |
|                                                        | <u>6 202 929</u> | <u>11 409 512</u> |

**6 — TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

|                                                          | 2013              | 2012              |
|----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                          | \$                | \$                |
| Encaisse                                                 | 299 564           | 258 960           |
| Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu (*) | 19 895 589        | 27 058 635        |
|                                                          | <u>20 195 153</u> | <u>27 317 595</u> |

(\*) L'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu ne porte pas intérêt et n'a aucune modalité d'encaissement.

## Agence du revenu du Québec

### Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

#### 7 — DÉBITEURS

|                        | 2013              | 2012              |
|------------------------|-------------------|-------------------|
|                        | \$                | \$                |
| Gouvernement du Québec | 3 361 847         | 10 674 977        |
| Gouvernement du Canada | 3 144 433         | 20 801 320        |
| Autres                 | 5 270 564         | 6 193 037         |
|                        | <u>11 776 844</u> | <u>37 669 334</u> |

#### 8 — EFFETS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

|                                                                                                                    | 2013              | 2012               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------|
|                                                                                                                    | \$                | \$                 |
| Transfert des actifs et passifs du ministère du Revenu à l'Agence                                                  | 8 754 607         | 8 754 607          |
| Transfert de la provision pour vacances et autres congés rémunérés<br>à l'égard des employés transférés à l'Agence | 70 824 984        | 70 824 984         |
| Transfert de la part du Fonds des congés de maladie accumulés<br>à l'Agence                                        | —                 | 73 602 547         |
|                                                                                                                    | <u>79 579 591</u> | <u>153 182 138</u> |

Les effets à recevoir du gouvernement du Québec sont sans intérêt ni modalité d'encaissement. L'effet à recevoir au montant de 73 602 547 \$, au 31 mars 2012, était pour compenser l'Agence relativement au transfert des banques de congés de maladie au 1<sup>er</sup> avril 2011. Le projet de loi numéro 5, sanctionné le 7 décembre 2012, a permis le transfert de la part du Fonds des congés de maladie accumulés à l'Agence. Ce Fonds est présenté à l'encontre des obligations relatives aux congés de maladie accumulés et figure à la note 13. Ce transfert est sans effet sur les flux de trésorerie.

#### 9 — EMPRUNT TEMPORAIRE

Le ministre des Finances peut avancer, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, des sommes dont le capital global en cours, à un moment donné, ne peut excéder 35 000 000 \$ pour pallier à des manques temporaires de liquidités. Ces avances sont sans intérêt et viendraient à échéance au plus tard le 31 mai 2014. Cette facilité de crédit était inutilisée au 31 mars 2013 et au 31 mars 2012.

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**10 — CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**

|                               | 2013              | 2012              |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|
|                               | \$                | \$                |
| Créditeurs et charges à payer | 49 440 541        | 57 584 686        |
| Traitement à payer            | 24 114 978        | 26 215 832        |
| Avantages sociaux à payer     | 8 043 506         | 7 992 907         |
|                               | <u>81 599 025</u> | <u>91 793 425</u> |

**11 — REVENUS REPORTÉS**

|                        | Développement<br>informatique | Autre          | 2013              | 2012              |
|------------------------|-------------------------------|----------------|-------------------|-------------------|
|                        | \$                            | \$             | \$                | \$                |
| Gouvernement du Québec | 6 814 874                     | 189 992        | 7 004 866         | 12 214 134        |
| Gouvernement du Canada | 23 333 727                    | —              | 23 333 727        | 29 068 463        |
| Autres                 | 3 829 868                     | —              | 3 829 868         | 4 485 824         |
|                        | <u>33 978 469</u>             | <u>189 992</u> | <u>34 168 461</u> | <u>45 768 421</u> |

La variation des revenus reportés au cours de l'exercice se détaille comme suit :

|                                                   | 2013              | 2012              |
|---------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                   | \$                | \$                |
| Solde au début                                    | 45 768 421        | 52 541 913        |
| Sommes reçues au cours de l'exercice              | 189 992           | 1 940 214         |
| Sommes constatées à titre de revenu de l'exercice | (11 789 952)      | (8 713 706)       |
| Solde à la fin                                    | <u>34 168 461</u> | <u>45 768 421</u> |

Agence du revenu du Québec

Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

12 — DETTES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 2013               | 2012               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | \$                 | \$                 |
| Billets à payer au Fonds de financement portant intérêt à des taux de 1,27 % et échéant respectivement les 3 et 24 avril 2013 (billets à payer portant intérêt à des taux de 1,25 % et 1,26 % au 31 mars 2012).                                                                                                                                                 | 41 015 705         | 84 442 436         |
| Emprunts auprès du Fonds de financement, le premier d'une valeur nominale de 202 929 647 \$, portant intérêt au taux de 3,67 %, échéant le 31 mars 2021 et le deuxième d'une valeur nominale de 123 055 606 \$, portant intérêt au taux de 1,93 %, échéant le 31 août 2017. Les deux emprunts sont remboursables par versements mensuels dégressifs en capital. | 222 855 130        | 161 866 462        |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <u>263 870 835</u> | <u>246 308 898</u> |

Les versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices financiers et des exercices subséquents se détaillent comme suit :

|                  | \$                 |
|------------------|--------------------|
| 2014             | 104 094 473        |
| 2015             | 54 174 370         |
| 2016             | 40 519 575         |
| 2017             | 31 912 806         |
| 2018             | 15 405 771         |
| 2019 et suivants | 18 840 794         |
|                  | <u>264 947 789</u> |

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**13 — PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE, VACANCES ET AUTRES  
CONGÉS RÉMUNÉRÉS**

|                                                          | Valeur avant<br>gains et pertes<br>actuariels non<br>amortis | Gains<br>(pertes)<br>actuariels<br>non amortis | 2013               | 2012               |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                          | \$                                                           | \$                                             | \$                 | \$                 |
| Obligations relatives aux congés de<br>maladie accumulés | 89 463 055                                                   | (16 146 902)                                   | 73 316 153         | 69 481 051         |
| Fonds des congés de maladie<br>accumulés                 | (81 812 770)                                                 | 3 099 237                                      | (78 713 533)       | —                  |
| <b>Congés de maladie</b>                                 | <b>7 650 285</b>                                             | <b>(13 047 665)</b>                            | <b>(5 397 380)</b> | <b>69 481 051</b>  |
| <br>Vacances et autres congés rémunérés                  | <br>89 016 297                                               | <br>—                                          | <br>89 016 297     | <br>80 456 260     |
|                                                          | <u>96 666 582</u>                                            | <u>(13 047 665)</u>                            | <u>83 618 917</u>  | <u>149 937 311</u> |

**Provision pour congés de maladie**— *Description*

L'Agence dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Agence.

La Loi sur l'Agence du revenu du Québec autorise l'Agence, en vertu de l'article 69.1, à déposer auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec les sommes nécessaires afin de former un fonds des congés de maladie accumulés pour pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations dues aux employés en raison des congés de maladie qu'ils ont accumulés. La Caisse de dépôt et placement du Québec administre ces sommes suivant la politique de placement déterminée conjointement par le ministre et le ministre des Finances.

— *Accumulation des journées de maladie*

L'attribution des journées de maladie est habituellement d'une journée par mois pour les employés réguliers (soit 12 jours par année). Pour les employés à temps partiel, à temps réduit ou en aménagement de travail, le crédit de congé à attribuer chaque mois peut être d'une journée ou d'une fraction de journée.



## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**13 — PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE, VACANCES ET AUTRES  
CONGÉS RÉMUNÉRÉS (SUITE)****— Accumulation des journées de maladie (suite)**

Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi ou décès). Certains corps d'emploi ne sont pas soumis aux règles syndicales (par exemple, les cadres). Il n'y a donc pas d'accumulation de journées de maladie. Les personnes appartenant à ces corps d'emploi conservent toutefois les banques qu'elles ont accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à leur retraite, cessation d'emploi ou décès.

**— Utilisation des journées de maladie**

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée en un seul versement, mais uniquement à 50 % d'un maximum de 132 jours.

À la retraite, les individus ont aussi le choix de se faire rembourser leurs journées accumulées, toujours à 50 % d'un maximum de 132 jours, mais ils choisissent surtout, après autorisation, d'utiliser leurs journées de maladie accumulées en préretraite, c'est-à-dire en conservant leur lien d'emploi, un jour à la fois, jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

**— Évolution des obligations relatives aux prestations acquises**

|                                          | 2013                                                                       |                                                | 2012                             |                                  |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|                                          | Congés de<br>maladie avant<br>gains et pertes<br>actuariels non<br>amortis | Gains<br>(pertes)<br>actuariels<br>non amortis | Congés de<br>maladie<br>(au net) | Congés de<br>maladie<br>(au net) |
|                                          | \$                                                                         | \$                                             | \$                               | \$                               |
| Solde au début                           | 76 218 055                                                                 | (6 737 004)                                    | 69 481 051                       | 68 972 785                       |
| Coûts des prestations acquises           | 6 477 000                                                                  | —                                              | 6 477 000                        | 3 708 000                        |
| Intérêts                                 | 5 096 000                                                                  | —                                              | 5 096 000                        | 4 934 000                        |
| Prestations versées                      | (7 695 248)                                                                | —                                              | (7 695 248)                      | (7 355 996)                      |
| Transferts                               | (889 752)                                                                  | —                                              | (889 752)                        | (1 893 940)                      |
| Perte actuarielle                        | 10 257 000                                                                 | (10 257 000)                                   | —                                | —                                |
| Amortissement de la<br>perte actuarielle | —                                                                          | 847 102                                        | 847 102                          | 1 116 202                        |
| Solde à la fin                           | 89 463 055                                                                 | (16 146 902)                                   | 73 316 153                       | 69 481 051                       |

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**13 — PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE, VACANCES ET AUTRES  
CONGÉS RÉMUNÉRÉS (SUITE)**
**— Évaluations actuarielles et estimations subséquentes**

La valeur au 31 mars 2013 des obligations relatives aux prestations acquises a été établie à partir d'une évaluation actuarielle. La valeur au 31 mars 2012 de ces obligations a été établie à partir d'une évaluation actuarielle en date du 1<sup>er</sup> avril 2011. La valeur des obligations relatives aux prestations acquises établie entre deux évaluations actuarielles fait l'objet d'extrapolation.

La valeur des obligations relatives aux prestations acquises est évaluée selon les hypothèses économiques les plus probables.

**— Principales hypothèses économiques à long terme utilisées**

|                                                         | 2013   | 2012    |
|---------------------------------------------------------|--------|---------|
| Taux d'inflation                                        | 2,50%  | 2,10%   |
| Progression des salaires, nette d'inflation             | 0,50%  | 0,50%   |
| Taux d'actualisation                                    | 6,95%  | 7,25%   |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | 11 ans | 7,5 ans |

**— Évolution de la valeur de marché redressée du Fonds des congés de maladie accumulés**

|                                                           | 2013              | 2012     |
|-----------------------------------------------------------|-------------------|----------|
|                                                           | \$                | \$       |
| Valeur de marché redressée au début                       | —                 | —        |
| Transfert <sup>(1)</sup>                                  | 75 599 380        | —        |
| Rendement prévu sur les placements <sup>(2)</sup>         | 4 913 960         | —        |
| Gains (pertes) actuariels                                 | 1 299 430         | —        |
| <b>Valeur de marché redressée à la fin <sup>(3)</sup></b> | <b>81 812 770</b> | <b>—</b> |

(1) Le transfert de la part du Fonds des congés de maladie accumulés à l'Agence est à la valeur de marché redressée.

(2) Pour 2012-2013, le taux de rendement attendu des actifs du Fonds des congés de maladie accumulés était de 6,50 %. Le taux de rendement réalisé sur la base de la valeur de marché des placements a été de 8,17 %.

(3) Au 31 mars 2013, les justes valeurs des actifs du Fonds des congés de maladie accumulés, déposés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, étaient de 84 828 422 \$.

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**13 — PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE, VACANCES ET AUTRES  
CONGÉS RÉMUNÉRÉS (SUITE)****Provision pour vacances et autres congés rémunérés****— Évolution des obligations relatives aux prestations acquises**

|                               | 2013        | 2012        |
|-------------------------------|-------------|-------------|
|                               | \$          | \$          |
| Solde au début                | 80 456 260  | 72 879 012  |
| Coût des prestations acquises | 9 654 003   | 9 677 840   |
| Transferts                    | (1 093 966) | (2 100 592) |
| Solde à la fin                | 89 016 297  | 80 456 260  |

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances et autres congés rémunérés n'est jugé nécessaire puisque l'Agence estime que ceux-ci seront pris dans l'exercice suivant.

**14 — RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel de l'Agence participent principalement au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le taux de cotisation de l'Agence au RREGOP a augmenté de 8,94 % à 9,18 %. En ce qui concerne les taux de cotisation au RRAS et au RRPE, ils sont demeurés à 12,30 %.

Les cotisations de l'Agence imputées aux charges de l'exercice s'élèvent à 36 775 724 \$. Les obligations de l'Agence envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Agence du revenu du Québec**  
**Notes complémentaires**

Au 31 mars 2013

**15 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

|                                 | Améliorations<br>locales | Aménagement | Matériel et<br>équipement | Développement<br>informatique en<br>cours | Développement<br>informatique | 2013<br>Total |
|---------------------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------|---------------|
|                                 | \$                       | \$          | \$                        | \$                                        | \$                            | \$            |
| <b>Coût</b>                     |                          |             |                           |                                           |                               |               |
| Solde au début                  | 13 696 622               | —           | 68 248 751                | 36 264 728                                | 368 350 170                   | 486 560 271   |
| Acquisitions                    | 7 326 331                | 206 851     | 32 476 475                | 65 756 605                                | 7 692 448                     | 113 458 710   |
| Dispositions                    | —                        | —           | (134 409)                 | (3 249 314)                               | (6 283 674)                   | (9 667 397)   |
| Immobilisations en cours        |                          |             |                           |                                           |                               |               |
| capitalisées                    | —                        | —           | —                         | (65 729 321)                              | 65 729 321                    | —             |
| Solde à la fin                  | 21 022 953               | 206 851     | 100 590 817               | 33 042 698                                | 435 488 265                   | 590 351 584   |
| <b>Amortissement cumulé</b>     |                          |             |                           |                                           |                               |               |
| Solde au début                  | 1 434 216                | —           | 14 621 836                | —                                         | 58 535 775                    | 74 591 827    |
| Amortissement                   | 1 919 243                | 10 151      | 20 831 306                | —                                         | 63 890 789                    | 86 651 489    |
| Dispositions                    | —                        | —           | (110 080)                 | —                                         | (5 621 497)                   | (5 731 577)   |
| Solde à la fin                  | 3 353 459                | 10 151      | 35 343 062                | —                                         | 116 805 067                   | 155 511 739   |
| Valeur comptable nette à la fin | 17 669 494               | 196 700     | 65 247 755                | 33 042 698                                | 318 683 198                   | 434 839 845   |

Au cours de la période, des frais financiers de 799 271 \$ ont été capitalisés dans le coût des immobilisations.

Le total du matériel et équipement inclut du matériel et équipement en cours pour un montant de 8 824 955 \$.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créateurs et charges à payer représentent 23 194 469 \$.

**Agence du revenu du Québec**  
**Notes complémentaires**

Au 31 mars 2013

**15 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)**

|                                          | Améliorations<br>locales | Aménagement | Matériel et<br>équipement | Développement<br>informatique en<br>cours | Développement<br>informatique | 2012<br>Total |
|------------------------------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------|---------------|
|                                          | \$                       | \$          | \$                        | \$                                        | \$                            | \$            |
| <b>Coût</b>                              |                          |             |                           |                                           |                               |               |
| Solde au début                           | 10 980 279               | —           | 39 468 229                | 83 288 950                                | 243 934 542                   | 377 672 000   |
| Acquisitions                             | 2 753 703                | —           | 29 229 075                | 79 862 883                                | —                             | 111 845 661   |
| Dispositions                             | (37 360)                 | —           | (448 553)                 | —                                         | (2 471 477)                   | (2 957 390)   |
| Immobilisations en cours<br>capitalisées | —                        | —           | —                         | (126 887 105)                             | 126 887 105                   | —             |
| Solde à la fin                           | 13 696 622               | —           | 68 248 751                | 36 264 728                                | 368 350 170                   | 486 560 271   |
| <b>Amortissement cumulé</b>              |                          |             |                           |                                           |                               |               |
| Amortissement                            | 1 469 185                | —           | 14 645 042                | —                                         | 59 307 630                    | 75 421 857    |
| Dispositions                             | (34 969)                 | —           | (23 206)                  | —                                         | (771 855)                     | (830 030)     |
| Solde à la fin                           | 1 434 216                | —           | 14 621 836                | —                                         | 58 535 775                    | 74 591 827    |
| Valeur comptable nette à la fin          | 12 262 406               | —           | 53 626 915                | 36 264 728                                | 309 814 395                   | 411 968 444   |

Les immobilisations au 1<sup>er</sup> avril 2011 résultent de transferts de ressources provenant d'entités abolies ou restructurées. Ces immobilisations ont été transférées à leur valeur comptable nette.

Au cours de l'exercice, des frais financiers de 641 428 \$ ont été capitalisés dans le coût des immobilisations.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les crédateurs et charges à payer représentent 19 515 910 \$.

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**16 — OBLIGATIONS CONTRACTUELLES****Ententes d'occupation et contrats de location**

L'Agence s'est engagée, en vertu de différentes ententes d'occupation et contrats de location relativement à des bâtiments et des photocopieurs, pour des montants totalisant 67 082 893 \$ s'échelonnant jusqu'en 2016.

**Autres**

L'Agence a également contracté d'autres engagements concernant des services professionnels, des services d'entretien et des acquisitions d'immobilisations pour un montant total de 231 924 663 \$.

Les engagements pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

|                  | Ententes<br>d'occupation<br>et contrats de<br>location | Autres             | Total              |
|------------------|--------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                  | \$                                                     | \$                 | \$                 |
| 2014             | 64 416 578                                             | 123 553 511        | 187 970 089        |
| 2015             | 1 384 297                                              | 58 398 053         | 59 782 350         |
| 2016             | 1 282 018                                              | 29 084 143         | 30 366 161         |
| 2017 et suivants | —                                                      | 20 888 956         | 20 888 956         |
|                  | <u>67 082 893</u>                                      | <u>231 924 663</u> | <u>299 007 556</u> |

**17 — ÉVENTUALITÉS**

Dans le cours normal de ses activités, l'Agence est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires en dommages et intérêts. Les réclamations pour lesquelles un montant a été établi totalisent 72 754 436 \$. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que l'Agence pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. L'Agence inscrit une provision à l'égard d'une réclamation, dans la rubrique « créiteurs et charges à payer », seulement lorsqu'il est probable que celle-ci entraînera un débours et qu'une estimation raisonnable de la somme à verser peut en être faite.

## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

---

**18 — OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, l'Agence est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Agence n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**19 — INSTRUMENTS FINANCIERS*****Gestion des risques liés aux instruments financiers***

Dans le cours normal de ses activités, l'Agence est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit et le risque de liquidité.

L'Agence a mis en place des politiques et procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

***Risque de crédit***

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que pourrait subir l'Agence lorsqu'un tiers est incapable de respecter ses engagements financiers. Les principaux risques de crédit pour l'Agence sont liés aux débiteurs.

La valeur comptable des débiteurs représente l'exposition maximale de l'Agence au risque de crédit.

La majorité des débiteurs de l'Agence sont des organismes gouvernementaux (autres ministères et organismes québécois et gouvernement fédéral). L'Agence ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses débiteurs.

---



## Agence du revenu du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2013

**19 — INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)****Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que l'Agence ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le risque de liquidité englobe également le risque que l'Agence ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun.

L'Agence considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à coût raisonnable, le cas échéant. L'Agence paie généralement ses factures dans un délai de 30 jours. Les versements en capital à effectuer pour la dette au cours des exercices subséquents sont détaillés à la note 12.

**20 — OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE**

Les opérations fiduciaires qu'exerce l'Agence incluent le Fonds des pensions alimentaires et les biens non réclamés. Ces biens sont confiés à l'Agence, qui doit les administrer selon les dispositions contractuelles ou légales applicables. Ces biens sont détenus et administrés par l'Agence au profit des bénéficiaires et au nom de ceux-ci.

|                                                   | 2013               |                    |                   | Augmentation<br>(diminution)<br>de l'avoir<br>cumulé | 2012              |
|---------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|------------------------------------------------------|-------------------|
|                                                   | Actifs             | Passifs            | Avoir net         |                                                      | Avoir net         |
|                                                   | \$                 | \$                 | \$                | \$                                                   | \$                |
| Fonds des pensions<br>alimentaires <sup>(1)</sup> | 227 661 981        | 227 661 981        | —                 | —                                                    | —                 |
| Biens non réclamés <sup>(2)</sup>                 | 132 338 766        | 79 995 460         | 52 343 306        | 17 870 549                                           | 34 472 757        |
|                                                   | <u>360 000 747</u> | <u>307 657 441</u> | <u>52 343 306</u> | <u>17 870 549</u>                                    | <u>34 472 757</u> |

(1) Selon les états financiers au 31 mars 2013.

(2) Selon les états financiers au 31 décembre 2012.

**21 — CHIFFRES COMPARATIFS**

Certaines données de 2012 ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

**ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2013**

---

États financiers non disponibles à la date de publication.



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. L'AMT reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers, et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'AMT, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



**Nicolas Girard**  
Président-directeur général



**Patrice Daignault, CPA, CA**  
Vice-président, Administration et finances,  
trésorier et chef de la direction financière

Montréal, le 29 avril 2013



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### À l'Assemblée nationale

#### RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2012, les états des résultats, de l'excédent cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'AMT au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

*Michel Samson, CPA auditeur, CA*

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 29 avril 2013

## ÉTAT DES RÉSULTATS

de l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars)

|                                                                                                 | 2012 Budget     | 2012 Réel       | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------------------|
| <b>REVENUS</b>                                                                                  |                 |                 |                           |
| Remises gouvernementales :                                                                      |                 |                 |                           |
| Droit sur l'immatriculation                                                                     | 57 975          | 56 497          | 55 625                    |
| Taxe sur l'essence                                                                              | 48 679          | 48 849          | 49 643                    |
| Revenus des trains de banlieue [note 5]                                                         | 54 555          | 54 302          | 51 577                    |
| Contributions municipales aux trains de banlieue [note 5]                                       | 52 382          | 51 723          | 47 730                    |
| Revenus d'intérêts subventionnés                                                                | 52 400          | 48 724          | 48 501                    |
| Contributions municipales [note 6]                                                              | 39 105          | 39 105          | 35 962                    |
| Virement des subventions reportées [note 17]                                                    | 23 500          | 41 340          | 37 141                    |
| Contributions du gouvernement du Québec à la Politique de développement durable                 | 6 935           | 10 101          | 6 734                     |
| Contributions du gouvernement du Québec aux mesures d'atténuation                               | -               | 8 705           | 3 570                     |
| Contributions aux coûts des équipements métropolitains                                          | 7 719           | 7 088           | 6 928                     |
| Autres revenus                                                                                  | 1 200           | 4 560           | 3 665                     |
| Recettes des autobus express métropolitains                                                     | 3 833           | 3 595           | 3 169                     |
| Revenus commerciaux                                                                             | 4 750           | 2 966           | 3 479                     |
| Gain sur rachats de billets à terme adossés à des actifs [note 13]                              | -               | 2 760           | 216                       |
| Revenus – Coordination métropolitaine                                                           | 1 155           | 196             | 316                       |
| Contributions municipales aux autobus express métropolitains                                    | 482             | 12              | 137                       |
|                                                                                                 | <b>354 670</b>  | <b>380 523</b>  | <b>354 393</b>            |
| <b>CHARGES</b> [note 10]                                                                        |                 |                 |                           |
| Trains de banlieue [note 5]                                                                     | 130 955         | 129 539         | 120 349                   |
| Frais reliés aux activités de transport                                                         | 70 700          | 102 980         | 79 372                    |
| Charges administratives                                                                         | 79 551          | 73 234          | 77 109                    |
| Aide métropolitaine et dépenses afférentes [note 7]                                             | 51 391          | 49 972          | 50 595                    |
| Équipements métropolitains                                                                      | 19 297          | 18 190          | 18 199                    |
| Coordination métropolitaine                                                                     | 4 245           | 12 023          | 4 279                     |
| Mesures d'atténuation                                                                           | -               | 9 572           | 3 887                     |
| Aide à l'intégration tarifaire [note 8]                                                         | 7 784           | 8 150           | 8 996                     |
| Aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM et dépenses afférentes [note 9] | 7 943           | 7 984           | 7 364                     |
| Autobus express métropolitains                                                                  | 5 830           | 5 012           | 4 635                     |
| Transport adapté                                                                                | 1 680           | 1 762           | 1 761                     |
| Dévaluation des billets à terme adossés à des actifs [note 13]                                  | -               | 59              | 57                        |
|                                                                                                 | <b>379 376</b>  | <b>418 477</b>  | <b>376 603</b>            |
| <b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>                                                                    | <b>(24 706)</b> | <b>(37 954)</b> | <b>(22 210)</b>           |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

de l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars)

|                                                                                                                                   | 2012           | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------------------|
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI</b>                                                                                       | <b>184 412</b> | 204 059                   |
| Redressement : corrections des immobilisations corporelles, des frais d'émission reportés et des subventions reportées [note 3.1] | (6 254)        | (3 691)                   |
| <b>SOLDE REDRESSÉ DE L'EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                                                                               | <b>178 158</b> | 200 368                   |
| Déficit de l'exercice                                                                                                             | (37 954)       | (22 210)                  |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                                                                                                   | <b>140 204</b> | 178 158                   |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*



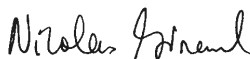
## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 décembre (en milliers de dollars)

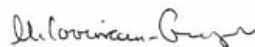
|                                                                     | 2012               | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                            |                    |                           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                             | 70 060             | 30 832                    |
| Créances [note 12]                                                  | 60 003             | 40 929                    |
| Remises du gouvernement du Québec à recevoir                        | 32 287             | 32 625                    |
| Billets à terme adossés à des actifs [note 13]                      | 23 222             | 24 472                    |
| À recevoir du ministère des Transports du Québec (MTQ)              | 1 320 666          | 1 161 854                 |
|                                                                     | <b>1 506 238</b>   | <b>1 290 712</b>          |
| <b>PASSIFS</b>                                                      |                    |                           |
| Emprunts à court terme [note 14]                                    | 186 162            | 37 578                    |
| Fournisseurs et frais courus [note 15]                              | 201 010            | 224 490                   |
| Taxe sur l'essence à redistribuer aux organismes [note 4]           | 55 218             | 31 103                    |
| Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition [note 16] | 15 744             | 15 864                    |
| Passif environnemental [note 23]                                    | 16 930             | 13 668                    |
| Dette à long terme [note 16]                                        | 1 567 977          | 1 414 341                 |
| Subventions reportées [note 17]                                     | 1 505 826          | 1 319 906                 |
|                                                                     | <b>3 548 867</b>   | <b>3 056 950</b>          |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                  | <b>(2 042 629)</b> | <b>(1 766 238)</b>        |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                        |                    |                           |
| Frais payés d'avance                                                | 25 171             | 2 290                     |
| Pièces de rechange des trains de banlieue                           | 16 431             | 11 582                    |
| Immobilisations corporelles [note 18]                               | 2 141 231          | 1 930 524                 |
|                                                                     | <b>2 182 833</b>   | <b>1 944 396</b>          |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>                                              | <b>140 204</b>     | <b>178 158</b>            |

Obligations contractuelles [note 22]  
Éventualités [note 23]

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**Nicolas Girard**  
Président-directeur général



**Martine Corriveau-Gougeon**  
Présidente – Comité d'audit

## ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

de l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars)

|                                                                                                                                   | 2012<br>Budget | 2012<br>Réal       | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------|---------------------------|
| Déficit de l'exercice                                                                                                             | (24 706)       | (37 954)           | (22 210)                  |
| Variation des immobilisations corporelles                                                                                         |                |                    |                           |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                                                                                        | -              | (281 243)          | (335 070)                 |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                                                     | 50 700         | 67 493             | 60 857                    |
| Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles                                                                              | -              | 3 043              | 2 197                     |
|                                                                                                                                   |                | (210 707)          | (272 016)                 |
| Acquisitions de pièces de rechange des trains de banlieue                                                                         | -              | (9 808)            | (8 170)                   |
| Consommation de pièces de rechange des trains de banlieue                                                                         | -              | 4 959              | 3 947                     |
| Variation des frais payés d'avance                                                                                                | -              | (22 881)           | 3 600                     |
|                                                                                                                                   |                | (27 730)           | (6 23)                    |
| <b>VARIATION DE LA DETTE NETTE</b>                                                                                                |                | <b>(276 391)</b>   | <b>(294 849)</b>          |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>                                                                                         |                | <b>(1 766 238)</b> | <b>(849 347)</b>          |
| Redressement : corrections des immobilisations corporelles, des frais d'émission reportés et des subventions reportées [note 3.1] |                | -                  | 522                       |
| Redressement : corrections du métro de Laval en instance de transfert [note 3.2]                                                  |                | -                  | (622 564)                 |
| <b>SOLDE REDRESSÉ DE LA DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                                                                                  |                | <b>(1 766 238)</b> | <b>(1 471 389)</b>        |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>                                                                                         |                | <b>(2 042 629)</b> | <b>(1 766 238)</b>        |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice clos le 31 décembre [en milliers de dollars]

|                                                                                                                   | 2012      | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                                                |           |                           |
| Déficit de l'exercice                                                                                             | (37 954)  | (22 210)                  |
| Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :                                                              |           |                           |
| Gain sur dispositions de billets à terme adossés à des actifs                                                     | (2 760)   | (216)                     |
| Dévaluation des billets à terme adossés à des actifs                                                              | 59        | 57                        |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                                     | 67 493    | 60 857                    |
| Amortissement des frais d'émission reportés                                                                       | 1 186     | 949                       |
| Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles et de subventions reportées                                  | 7 443     | 2 196                     |
| Virement des subventions reportées                                                                                | (41 535)  | (37 279)                  |
|                                                                                                                   | (6 068)   | 4 354                     |
| Variation des actifs et passifs reliés aux activités de fonctionnement [note 19] :                                | 21 674    | 171 902                   |
| Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement                                                           | 15 606    | 176 256                   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                                                 |           |                           |
| Dispositions de billets à terme adossés à des actifs<br>et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | 3 951     | 826                       |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                                              |           |                           |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités<br>d'investissement [note 18] | (281 243) | (335 070)                 |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                                                   |           |                           |
| Emprunts à court terme                                                                                            | 148 584   | (10 724)                  |
| Augmentation de la dette long terme                                                                               | 239 162   | 258 002                   |
| Remboursement de la dette long terme                                                                              | (86 712)  | (73 995)                  |
| Augmentation de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition                                       | 220       | 1 293                     |
| Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition                                      | (340)     | (423)                     |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                                                              | 300 914   | 174 153                   |
| <b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>                                           | 39 228    | 16 165                    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>                                             | 30 832    | 14 667                    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE [note 19]</b>                                   | 70 060    | 30 832                    |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars)

**1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS**

L'AMT est une personne morale de droit public, mandataire du gouvernement du Québec, créée en vertu de la *Loi sur l'Agence métropolitaine de transport*, L.R.Q., chapitre A-7.02 [ci-après appelée la Loi], qui a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Conformément à sa loi, l'AMT gère, exploite et finance notamment les services de trains de banlieue, les autobus express métropolitains et les équipements métropolitains. Elle planifie, réalise et exécute tout prolongement du réseau de métro.

Sur le plan financier, l'AMT soutient les organismes de transport de la région de Montréal et établit la tarification métropolitaine et les modalités de partage des recettes métropolitaines entre les organismes de transport. L'AMT exerce ses compétences régionales sur son territoire qui est constitué de celui de la Communauté métropolitaine de Montréal, de la Ville de Saint-Jérôme et de la réserve indienne de Kahnawake.

Sa mission est d'accroître les services de transport collectif afin d'améliorer l'efficacité des déplacements des personnes dans la région métropolitaine de Montréal. L'AMT utilise et entretient l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemin de fer et est tributaire de celles-ci pour le contrôle de la circulation des trains.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'AMT utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés pour l'actif et le passif ainsi que les revenus et les charges, et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels. Les évaluations les plus importantes impliquent les passifs et autres réclamations contre l'AMT, ainsi que la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et ces différences pourraient être importantes. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables.

À noter que les états financiers de l'AMT sont constitués de la somme des Fonds d'exploitation et Fonds d'immobilisations. Les principales méthodes sont les suivantes :

**Fonds d'exploitation**

Conformément aux dispositions de la Loi, l'AMT utilise un Fonds d'exploitation pour enregistrer les opérations liées plus à l'exploitation et au fonctionnement des activités de l'AMT, ainsi que les comptes d'actifs et de passifs s'y rapportant [notes 12, 13, 15 et 26].

**Fonds d'immobilisations**

Conformément aux dispositions de la Loi, l'AMT utilise un Fonds d'immobilisations pour enregistrer les opérations liées au développement et à la gestion des investissements permanents du réseau de transport collectif métropolitain, ainsi que les comptes d'actifs et de passifs s'y rapportant [notes 3, 12, 13, 15 et 26].

**Revenus**

Les revenus tirés du transport des voyageurs sont constatés au moment où les paiements ont lieu ou lorsque les titres de transport sont utilisés par la clientèle. Les recettes provenant de la vente de titres TRAIN sont constatées dans la période où ces titres sont validés.

Les subventions gouvernementales sont comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les travaux sont effectués. Les contributions sont constatées lorsque les conditions donnant droit à ces aides sont remplies. Les subventions pour les immobilisations corporelles amortissables sont comptabilisées comme subventions reportées à l'état de la situation financière, et sont amorties selon la même méthode et durant les mêmes périodes que celles des immobilisations corporelles afférentes. Les subventions pour les immobilisations corporelles non amortissables sont comptabilisées au moment où elles sont gagnées. Les subventions non affectées sont constatées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'AMT consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse, les découverts bancaires et les placements très liquides, qui ont des échéances de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

**Conversion de devises**

Les éléments monétaires de l'état de la situation financière sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments non monétaires de l'état de la situation financière ainsi que les revenus et les charges en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date où les opérations ont été effectuées. Les gains et les pertes résultant de la variation du taux de change sont pris en compte dans l'état des résultats de la période.

**Placements à long terme**

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition. Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est imputée directement aux résultats de l'exercice. Les revenus sont comptabilisés aux résultats lorsqu'ils sont gagnés. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

**Passif environnemental**

L'AMT comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable. Au cours de l'exercice, le passif est augmenté des coûts estimés de décontamination pour les nouvelles acquisitions de terrains contaminés et réduit des coûts de travaux de décontamination encourus.

**Subventions à recevoir du MTQ et subventions reportées**

Les subventions à recevoir à affecter au remboursement de la dette à long terme sont créées lors de l'émission d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations corporelles admissibles en cours faisant l'objet du financement. Ces taux sont établis à partir des modalités du Programme d'aide au transport en commun du gouvernement du Québec et d'ententes particulières. Les subventions à recevoir se retrouvent au poste «À recevoir du ministère des Transports du Québec». Quant aux subventions reportées, elles sont créées soit lors de l'émission d'une dette à long terme subventionnée ou lors de l'octroi d'une subvention au comptant accordée sur les immobilisations corporelles, toujours en fonction du Programme d'aide au transport en commun ou d'ententes particulières et en fonction des coûts engagés réellement. Elles sont virées aux résultats sur la même base que la charge d'amortissement au poste «Virement des subventions reportées».

**Actifs non financiers**

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

**Pièces de rechange des trains de banlieue**

Les pièces de rechange des trains de banlieue comprennent principalement des pièces utilisées pour la maintenance du matériel roulant. Elles sont évaluées au moindre du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette dans le cas des pièces désuètes. La moins-value est imputée directement aux résultats de l'exercice et aucune reprise de valeur n'est constatée.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles, acquises du gouvernement du Québec au début de l'exploitation en 1996, ont été enregistrées à leur valeur nette de transfert. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au coût. Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des parties distinctes (composantes principales) des immobilisations corporelles. Le coût d'acquisition comprend les matériaux, la main-d'œuvre et les autres frais directement contributifs aux activités de construction. Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant ainsi que les coûts associés aux améliorations des autres immobilisations corporelles sont capitalisés s'ils sont engagés dans le but d'améliorer la valeur des services ou de prolonger la durée d'utilisation de ces immobilisations, sinon ces coûts sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés. Les immobilisations corporelles mises hors service sont dévaluées à leur valeur nette de réalisation. Les projets en voie de réalisation et les immobilisations corporelles mises hors service ne font pas l'objet d'un amortissement.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode linéaire et, pour certaines immobilisations corporelles, est calculé par composantes, à des taux permettant d'amortir le coût de ces immobilisations, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

|                                                |           |
|------------------------------------------------|-----------|
| Structure ferroviaire                          | 10-50 ans |
| Bâtiments                                      | 15-40 ans |
| Infrastructures                                | 10-30 ans |
| Équipements                                    | 5-15 ans  |
| Matériel roulant ferroviaire                   | 5-40 ans  |
| Informatique et téléphonie                     | 5-40 ans  |
| Terrains                                       | Aucun     |
| Location-acquisition                           | 10-63 ans |
| Actifs mis hors service                        | Aucun     |
| <b>Métro de Laval en instance de transfert</b> |           |
| Infrastructures du métro                       | 40 ans    |
| Tunnel                                         | 100 ans   |
| Terrains                                       | Aucun     |
| Immobilisations en cours                       | Aucun     |

### Dépréciation d'immobilisations

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'AMT de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## 3. MODIFICATIONS COMPTABLES

### 3.1 Corrections des immobilisations corporelles, des frais d'émission reportés et des subventions reportées

En 2012, l'AMT a corrigé des frais d'études inclus dans les immobilisations corporelles, alors que ces coûts ne répondaient pas aux critères de capitalisation. Cette correction a eu pour impact de réduire les immobilisations corporelles d'un montant de 6 307 au 31 décembre 2011 et d'augmenter les charges de 2 573 en 2011. De plus, à la suite de l'analyse des immobilisations corporelles, des frais d'émission reportés et des subventions reportées, l'AMT a aussi corrigé d'autres erreurs relevées dans les soldes d'ouvertures. Le montant des corrections a été présenté rétroactivement et les états financiers de l'exercice antérieur ont été redressés aux fins de comparaison.

La modification comptable a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

|                                                         | 2011    |
|---------------------------------------------------------|---------|
| <b>Revenus</b>                                          |         |
| Virement des subventions reportées [note 17]            | (18)    |
| <b>Charges</b>                                          |         |
| Amortissement des immobilisations corporelles [note 18] | (28)    |
| Entretiens, réparations et études de faisabilité        | 2 573   |
| <b>Déficit de l'exercice</b>                            | 2 563   |
| <b>Passifs</b>                                          |         |
| Dette à long terme [note 16]                            | 274     |
| Subventions reportées [note 17]                         | (778)   |
| <b>Dette nette</b>                                      | (504)   |
| <b>Actifs non financiers</b>                            |         |
| Immobilisations corporelles [note 18]                   | (6 758) |
| <b>Excédent cumulé</b>                                  |         |
| Fonds d'immobilisations – Solde du début                | (3 691) |
| Fonds d'immobilisations                                 | (2 563) |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

**3.2 Corrections du métro de Laval en instance de transfert**

Le métro vers Laval a été mis en service le 28 avril 2007. Une entente a été signée, impliquant la STM, l'AMT, le ministère des Finances du Québec (MFQ) et le MTQ, afin de permettre la rétrocession ultérieure, à la STM, des infrastructures reliées à l'exploitation de ce métro, à l'exclusion des équipements métropolitains afférents. Cette rétrocession s'effectuera en vertu de l'article 47 de la *Loi sur l'Agence métropolitaine de transport*. Des discussions sont toujours en cours quant à l'établissement des modalités finales du transfert, ce qui cause le prolongement du délai prévu initialement à l'entente de rétrocession signée.

Depuis sa mise en service, la portion du métro de Laval à transférer avait été classée comme actif en instance de transfert dans les états financiers de l'AMT, puisqu'il doit être cédé à la STM. Cependant, le coût de cet actif aurait dû être amorti ainsi que la subvention reportée associée, car le délai prévu pour effectuer le transfert pouvait, à l'origine, être estimé à plus d'un an.

Le montant des corrections a été présenté rétroactivement. De plus, les états financiers de l'exercice antérieur ont été redressés aux fins de comparaison.

La modification comptable a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

|                                                         | 2011      |
|---------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Revenus</b>                                          |           |
| Virement des subventions reportées [note 17]            | 14 410    |
| <b>Charges</b>                                          |           |
| Amortissement des immobilisations corporelles [note 18] | 14 410    |
| <b>Déficit de l'exercice</b>                            | -         |
| <b>Actifs financiers</b>                                |           |
| Métro de Laval en instance de transfert                 | (675 316) |
| <b>Passifs</b>                                          |           |
| Subventions reportées [note 17]                         | (66 481)  |
| <b>Dette nette</b>                                      | (608 835) |
| <b>Actifs non financiers</b>                            |           |
| Immobilisations corporelles [note 18]                   | 608 835   |
| <b>Excédent cumulé</b>                                  |           |
| Fonds d'immobilisations – Solde du début                | -         |
| Fonds d'immobilisations                                 | -         |

**4. OPÉRATIONS À TITRE DE MANDATAIRE****Recettes nettes de la vente de titres de transport TRAM**

Les recettes nettes de la vente de titres de transport TRAM proviennent des titres de transport métropolitain de l'AMT qui sont vendus par l'AMT ainsi que par les Autorités organisatrices de transport (AOT) et qui permettent à une personne d'utiliser des services de transport en commun offerts par plus d'une AOT. L'AMT, conformément à l'article 42 de la Loi, partage avec les AOT les recettes nettes provenant de la vente de titres de transport métropolitain, selon l'utilisation par les usagers de leur réseau de transport respectif.

La répartition des recettes provenant de la vente de titres de transport TRAM, nette d'une partie des recettes provenant du réseau de trains de banlieue [note 5] et des autobus express métropolitains, se détaille comme suit :

|                                                                 | 2012    | 2011   |
|-----------------------------------------------------------------|---------|--------|
| Société de transport de Montréal (STM)                          | 57 253  | 49 587 |
| Réseau de transport de Longueuil (RTL)                          | 20 959  | 20 074 |
| Société de transport de Laval (STL)                             | 10 602  | 10 840 |
| Conseils intermunicipaux de transport (CIT)                     | 13 057  | 12 353 |
| Conseil régional de transport de Lanaudière (CRT de Lanaudière) | 4 350   | 4 104  |
| Municipalités                                                   | 929     | 941    |
|                                                                 | 107 150 | 97 899 |

Ainsi, seule la portion de l'AMT est reflétée à l'état des résultats aux revenus des trains de banlieue.

**TAXE SUR L'ESSENCE À REDISTRIBUER AUX ORGANISMES**

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2010, l'AMT perçoit, pour le compte d'organismes admissibles, la nouvelle majoration de la taxe sur l'essence de 1,5 ¢ le litre dédiée au financement du transport en commun sur son territoire. Selon les modalités et conditions de versements stipulées dans le décret 23-2013 du gouvernement du Québec, l'AMT doit redistribuer la totalité de la majoration à ces organismes. La taxe sur l'essence à redistribuer totalisait 55 218 au 31 décembre 2012 [31 103 en 2011].

**5. TRAINS DE BANLIEUE****Revenus des trains de banlieue**

Les revenus des trains de banlieue proviennent de la vente de titres TRAIN et de la partie de la vente de titres de transport TRAM reliée aux trains de 34 804 en 2012 [35 387 en 2011].

Les revenus de trains de banlieue se détaillent comme suit :

|                         | 2012          | 2011          |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Deux-Montagnes          | 21 116        | 20 185        |
| Vaudreuil-Hudson        | 11 374        | 11 005        |
| Blainville-Saint-Jérôme | 9 935         | 9 609         |
| Mont-Saint-Hilaire      | 8 365         | 7 733         |
| Candiac                 | 3 512         | 3 045         |
|                         | <b>54 302</b> | <b>51 577</b> |

**Contributions municipales aux trains de banlieue**

L'AMT répartit, conformément à la Loi, une portion des coûts d'exploitation et de gestion des lignes de trains de banlieue Deux-Montagnes et Vaudreuil-Hudson, entre les municipalités desservies par une ligne de trains de banlieue selon les trains-kilomètres desservant chaque tronçon.

L'AMT répartit, selon la Loi, une portion des coûts d'exploitation et de gestion des lignes de trains de banlieue Blainville-Saint-Jérôme, Mont-Saint-Hilaire et Candiac entre les municipalités desservies par ces lignes de trains de banlieue, selon le nombre de départs de trains de banlieue, à chaque gare, pour chaque tronçon.

Les municipalités dont le territoire est desservi par un même tronçon se partagent le montant établi pour ce tronçon, au prorata de leur richesse foncière uniformisée, au sens de l'article 261.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, L.R.Q., chapitre F-2.1, établie pour l'exercice de référence ou toutes autres formules internes.

Les contributions municipales aux trains de banlieue se répartissent comme suit :

|                         | 2012          | 2011          |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Deux-Montagnes          | 16 381        | 15 436        |
| Vaudreuil-Hudson        | 14 516        | 13 766        |
| Blainville-Saint-Jérôme | 8 894         | 7 841         |
| Mont-Saint-Hilaire      | 7 752         | 6 805         |
| Candiac                 | 4 180         | 3 882         |
|                         | <b>51 723</b> | <b>47 730</b> |

**Coûts d'exploitation**

Les coûts d'exploitation et de gestion des lignes de trains de banlieue sont les suivants :

|                         | 2012           | 2011           |
|-------------------------|----------------|----------------|
| Deux-Montagnes          | 40 951         | 38 623         |
| Vaudreuil-Hudson        | 36 290         | 33 863         |
| Blainville-Saint-Jérôme | 22 459         | 18 993         |
| Mont-Saint-Hilaire      | 19 380         | 19 193         |
| Candiac                 | 10 459         | 9 677          |
|                         | <b>129 539</b> | <b>120 349</b> |



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

**6. CONTRIBUTIONS MUNICIPALES**

Pour financer une partie des dépenses en immobilisations corporelles non subventionnées du Fonds d'immobilisations, les municipalités dont le territoire est compris dans celui de l'AMT doivent verser annuellement un montant représentant 1 ¢ par cent dollars de leur richesse foncière uniformisée au sens de l'article 261.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, L.R.Q., chapitre F-2.1, établie pour l'exercice de référence.

**7. AIDE MÉTROPOLITAINE ET DÉPENSES AFFÉRENTES**

L'AMT a attribué, selon des facteurs et des modalités qu'elle a établis, une aide financière aux AOT afin de compenser, en tout ou en partie, les coûts de leur apport au réseau de métro ou au réseau de transport métropolitain par autobus.

Le montant de l'aide métropolitaine se calcule comme suit :

- 0,20\$ par passager évalué selon le relevé des tourniquets du réseau de métro totalisant, en 2012, 39 640 [40 175 en 2011].
- 0,50\$ par passager qui accède aux services de transport métropolitain par autobus à un point d'embarquement situé sur le territoire de l'AMT, en pointe du matin et du soir, évalué à partir de trois relevés effectués au cours de l'année totalisant, en 2012, 9 658 [9 709 en 2011].
- une implantation progressive d'une nouvelle aide au réseau d'autobus en rabatement aux trains : 0,50\$ par passager effectuant une correspondance avec le train à partir d'une ligne d'autobus en rabatement à une gare du réseau de trains de banlieue totalisant, en 2012, 640 [649 en 2011].

Le montant de l'aide métropolitaine se répartit comme suit :

|                                                            | 2012   | 2011   |
|------------------------------------------------------------|--------|--------|
| <b>MÉTRO</b>                                               |        |        |
| STM                                                        | 39 640 | 40 175 |
| <b>AUTOBUS</b>                                             |        |        |
| STM                                                        | 4 619  | 4 658  |
| RTL                                                        | 2 527  | 2 575  |
| STL                                                        | 555    | 571    |
| CIT                                                        | 1 372  | 1 313  |
| CRT de Lanaudière                                          | 460    | 471    |
| Municipalités                                              | 125    | 121    |
|                                                            | 9 658  | 9 709  |
| <b>AIDE AU RÉSEAU D'AUTOBUS EN RABATEMENT AUX TRAINS :</b> |        |        |
| STM                                                        | 253    | 256    |
| RTL                                                        | 28     | 23     |
| STL                                                        | 62     | 63     |
| CIT                                                        | 296    | 307    |
|                                                            | 639    | 649    |
| Dépenses afférentes                                        | 35     | 62     |
|                                                            | 49 972 | 50 595 |

**8. AIDE À L'INTÉGRATION TARIFAIRE**

En 2005, l'AMT a introduit une aide à l'intégration tarifaire. Cette aide métropolitaine vise à assurer, en tout ou en partie, à chaque AOT qui participe au système tarifaire métropolitain, une part des recettes métropolitaines au moins équivalente aux recettes tarifaires qui auraient été générées par leurs titres locaux, diminuées du rabais tarifaire métropolitain.

L'aide à l'intégration tarifaire se répartit comme suit :

|                   | 2012  | 2011  |
|-------------------|-------|-------|
| STM               | 3 342 | 4 018 |
| RTL               | 470   | 576   |
| STL               | 3 327 | 3 390 |
| CIT               | 1 004 | 1 001 |
| CRT de Lanaudière | 7     | 10    |
| Municipalités     | -     | 1     |
|                   | 8 150 | 8 996 |

## 9. AIDE AUX TARIFS RÉDUIT ET ÉTUDIANT DES TITRES DE TRANSPORT TRAM ET DÉPENSES AFFÉRENTES

En vertu du paragraphe 9 de l'alinéa 1 de l'article 35 de la Loi, l'AMT assume, depuis 1999, le rabais consenti aux titres de transport TRAM. Cette approche vise à compenser, en tout ou en partie, les AOT pour les rabais des tarifs réduit et étudiant consentis aux utilisateurs des titres de transport TRAM. Pour l'année 2012, l'AMT a fixé pour l'aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM, un montant de 7 984 pour les titres de transport TRAM des zones 1 à 8 [7 364 en 2011].

L'aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM se répartit comme suit :

|                   | 2012  | 2011  |
|-------------------|-------|-------|
| STM               | 3 747 | 3 454 |
| RTL               | 1 804 | 1 636 |
| STL               | 849   | 827   |
| CIT               | 1 097 | 1 000 |
| CRT de Lanaudière | 394   | 351   |
| Municipalités     | 93    | 96    |
|                   | 7 984 | 7 364 |

## 10. CHARGES DE L'EXERCICE PAR OBJET

|                                                                                  | 2012    | 2011    |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| <b>CHARGES</b>                                                                   |         |         |
| Traitement et avantages sociaux                                                  | 22 053  | 15 923  |
| Biens et services                                                                | 180 013 | 159 607 |
| Paielements de transfert                                                         | 69 251  | 68 530  |
| Intérêts et frais de financement                                                 |         |         |
| Frais de financement à court terme                                               | 2 066   | 614     |
| Intérêts sur la dette à long terme à la charge :                                 |         |         |
| de la société                                                                    | 15 551  | 11 906  |
| du ministère des Transports du Québec                                            | 48 724  | 48 501  |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                    | 67 493  | 60 857  |
| Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles et de subventions reportées | 7 443   | 2 196   |
| Autres                                                                           | 5 883   | 8 469   |
|                                                                                  | 418 477 | 376 603 |

## 11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

L'AMT a mis en place le 1<sup>er</sup> juillet 2007 un régime de retraite à cotisations déterminées pour tous les employés, selon leur admissibilité. La cotisation de base de l'employeur est fixée à 5 % du traitement de l'employé. L'employeur verse également des cotisations supplémentaires de 50 % des cotisations volontaires des employés, jusqu'à un maximum de 3 % de cotisations supplémentaires qui sont imputées aux résultats de l'exercice. Les cotisations de l'AMT aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 379 [1 142 en 2011].

## 12. CRÉANCES

### Fonds d'exploitation

|                                   | 2012    | 2011    |
|-----------------------------------|---------|---------|
| Comptes clients des municipalités | 230     | 6 245   |
| À recevoir du MTQ                 | 43 383  | 25 240  |
| Comptes clients des AOT           | 10 245  | 8 106   |
| Autres comptes clients            | 2 064   | 2 997   |
| Autres                            | 704     | 708     |
| Provision pour mauvaises créances | (3 031) | (3 499) |
|                                   | 53 595  | 39 797  |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

## Fonds d'immobilisations

|                                                      | 2012          | 2011          |
|------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| À recevoir du MTQ                                    | 5 267         | –             |
| À recevoir du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) | 900           | 900           |
| Comptes clients des AOT                              | –             | 39            |
| Autres comptes clients                               | 241           | 193           |
|                                                      | 6 408         | 1 132         |
| <b>TOTAL – CRÉANCES</b>                              | <b>60 003</b> | <b>40 929</b> |

## 13. BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS

Ces titres constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, telle que les trocs de défaillance de crédit, ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

Au 31 décembre 2012, l'AMT détient les titres suivants :

## Fonds d'exploitation

|                   |                   |                 |                        | 2012                   | 2011   |
|-------------------|-------------------|-----------------|------------------------|------------------------|--------|
|                   | DATE D'ÉCHÉANCE   | VALEUR NOMINALE | MOINS-VALUE CUMULATIVE | VALEUR COMPTABLE NETTE |        |
| <b>VAC II</b>     |                   |                 |                        |                        |        |
| Billets A-1       | 15 juillet 2056   | 11 671          | –                      | 11 671                 | 11 671 |
| Billets A-2       | 15 juillet 2056   | 9 429           | 943                    | 8 486                  | 8 486  |
| Billets B         | 15 juillet 2056   | 1 712           | 1 712                  | –                      | –      |
| Billets C         | 15 juillet 2056   | 707             | 707                    | –                      | –      |
| Billets série 6   | 20 juin 2013      | –               | –                      | –                      | 247    |
| Billets série 7   | 20 décembre 2013  | 3 002           | 2 852                  | 150                    | 150    |
| Billets série 8   | 25 avril 2029     | 7               | 6                      | 1                      | 1      |
| <b>VAC III</b>    |                   |                 |                        |                        |        |
| Billets série 16A | 28 septembre 2013 | –               | –                      | –                      | 734    |
| Billets série 16B | 28 septembre 2013 | 33              | 33                     | –                      | 143    |
| Billets série 34  | 13 décembre 2021  | 760             | 418                    | 342                    | 410    |
| Billets série 35  | 13 décembre 2027  | 972             | 972                    | –                      | –      |
| Billets série 36  | 13 décembre 2034  | 535             | 535                    | –                      | –      |
|                   |                   | 28 828          | 8 178                  | 20 650                 | 21 842 |

## Fonds d'immobilisations

|                 |                 |                 |                        | 2012                   | 2011          |
|-----------------|-----------------|-----------------|------------------------|------------------------|---------------|
|                 | DATE D'ÉCHÉANCE | VALEUR NOMINALE | MOINS-VALUE CUMULATIVE | VALEUR COMPTABLE NETTE |               |
| <b>VAC II</b>   |                 |                 |                        |                        |               |
| Billets A-1     | 15 juillet 2056 | 2 253           | –                      | 2 253                  | 2 253         |
| Billets A-2     | 15 juillet 2056 | 134             | 13                     | 121                    | 121           |
| Billets B       | 15 juillet 2056 | 24              | 24                     | –                      | –             |
| Billets C       | 15 juillet 2056 | 75              | 75                     | –                      | –             |
| <b>VAC III</b>  |                 |                 |                        |                        |               |
| Billets série 1 | 12 juillet 2038 | 321             | 195                    | 126                    | 184           |
| Billets série 2 | 15 juillet 2056 | 184             | 112                    | 72                     | 72            |
|                 |                 | 2 991           | 419                    | 2 572                  | 2 630         |
| <b>TOTAL</b>    |                 | <b>31 819</b>   | <b>8 597</b>           | <b>23 222</b>          | <b>24 472</b> |

Au courant de l'exercice 2012, l'AMT a encaissé 3 951 [826 en 2011] relativement aux remboursements de capital BTAA (3 804 pour le Fonds d'exploitation [722 en 2011] et 147 pour le Fonds d'immobilisations [104 en 2011]).

La direction estime à 23 222 [24 472 en 2011] le montant qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur leur valeur nominale (20 650 pour le Fonds d'exploitation [21 842 en 2011] et 2 572 pour le Fonds d'immobilisations [2 630 en 2011]). La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2012, l'AMT a constaté une moins-value durable additionnelle relative au Fonds d'exploitation de 59 [57 en 2011]. Les rachats ont généré un gain de 2 760 [216 en 2011] (2 671 pour le Fonds d'exploitation [153 en 2011] et 89 pour le Fonds d'immobilisations [63 en 2011]).

#### 14. EMPRUNTS À COURT TERME

L'AMT peut faire des emprunts à court terme auprès du ministère des Finances du Québec (MFQ). La capacité d'emprunt à court et à long terme est fixée par décret tous les deux ans. Le décret en vigueur a été autorisé en juin 2012 au montant de 1 523 000 et viendra à échéance le 31 mai 2015. Le décret autorisé en juin 2009 au montant de 879 000 était venu à échéance le 31 décembre 2011 et avait été prolongé jusqu'au 30 juin 2012 selon les mêmes conditions. La facilité de crédit à court terme porte intérêt à un taux moyen pondéré de 1,2894 % [1,2506 % en 2011]. Au 31 décembre 2012, l'AMT avait un solde utilisé de cette facilité de crédit à court terme de 186 162 [37 578 en 2011].

#### 15. FOURNISSEURS ET FRAIS COURUS

##### Fonds d'exploitation

|                                                                    | 2012   | 2011   |
|--------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Aide métropolitaine                                                | 24 141 | 24 962 |
| Fournisseurs                                                       | 16 181 | 14 323 |
| Frais courus                                                       | 12 409 | 17 126 |
| Aide à l'intégration tarifaire                                     | 8 790  | 9 645  |
| Aide au tarif réduit                                               | 7 984  | 7 364  |
| À payer aux AOT à la suite du partage des recettes métropolitaines | 7 583  | 8 572  |
| Revenus perçus d'avance                                            | 7 213  | 4 709  |
| Provision pour réclamations                                        | 2 449  | 2 760  |
| Autres aides à payer                                               | 2 416  | 908    |
| Provision des contributions municipales à payer                    | 1 176  | 1 660  |
|                                                                    | 90 342 | 92 029 |

##### Fonds d'immobilisations

|                                             | 2012           | 2011           |
|---------------------------------------------|----------------|----------------|
| Frais courus                                | 51 102         | 74 205         |
| Fournisseurs                                | 47 953         | 48 041         |
| Intérêts courus sur la dette à long terme   | 9 208          | 7 415          |
| Autres                                      | 2 405          | 2 800          |
|                                             | 110 668        | 132 461        |
| <b>TOTAL – FOURNISSEURS ET FRAIS COURUS</b> | <b>201 010</b> | <b>224 490</b> |

#### 16. DETTE À LONG TERME

L'AMT a contracté des emprunts auprès du MFQ. En vertu du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes, le MTQ s'est engagé à verser à l'AMT une subvention annuelle d'un montant correspondant en partie au remboursement de ces billets, capital et intérêts. Au cours de l'exercice, le montant total encaissé de la subvention du MTQ visant le remboursement de ces billets a atteint 64 658 de capital [58 921 en 2011] et 48 333 d'intérêts [48 926 en 2011].

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

**Dettes à long terme**

Les billets à payer suivants portent des intérêts à taux fixe :

|                                                                                                                     | 2012      | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------|
| Billets à payer, émis en 2002, avec taux d'intérêt de 6,039 % – Échéance en 2022                                    | 6 497     | 32 492                    |
| Billets à payer, émis en 2003, avec taux d'intérêt variant entre 5,149 % et 5,167 % – Échéance en 2013              | 39 478    | 43 126                    |
| Billets à payer, émis en 2004, avec taux d'intérêt variant entre 4,888 % et 5,453 % – Échéance entre 2013 et 2024   | 101 573   | 110 115                   |
| Billets à payer, émis en 2005, avec taux d'intérêt variant entre 4,079 % et 5,261 % – Échéance entre 2013 et 2025   | 151 293   | 161 527                   |
| Billets à payer, émis en 2006, avec taux d'intérêt variant entre 4,349 % et 4,960 % – Échéance entre 2015 et 2026   | 137 162   | 146 661                   |
| Billets à payer, émis en 2007, avec taux d'intérêt variant entre 4,288 % et 5,136 % – Échéance entre 2013 et 2025   | 57 535    | 61 599                    |
| Billets à payer, émis en 2008, avec taux d'intérêt variant entre 4,317 % et 4,659 % – Échéance entre 2017 et 2018   | 124 869   | 130 828                   |
| Billets à payer, émis en 2009, avec taux d'intérêt variant entre 4,340 % et 4,542 % – Échéance entre 2018 et 2019   | 175 941   | 183 056                   |
| Billets à payer, émis en 2010, avec taux d'intérêt variant entre 2,683 % et 4,925 % – Échéance entre 2015 et 2029   | 258 472   | 274 756                   |
| Billets à payer, émis en 2011, avec taux d'intérêt variant entre 2,081 % et 4,323 % – Échéance entre 2014 et 2024   | 262 894   | 276 480                   |
| Billets à payer, émis en 2012, avec taux d'intérêt variant entre 1,952 % et 3,494 % – Échéance entre 2017 et 2043   | 256 574   | –                         |
|                                                                                                                     | 1 572 288 | 1 420 640                 |
| Moins : Frais d'émission et de gestion de la dette à long terme reportés                                            | (8 014)   | (7 435)                   |
|                                                                                                                     | 1 564 274 | 1 413 205                 |
| Allocation forfaitaire à rembourser pour amélioration locative, taux d'intérêt de 12,19 %, échéant en novembre 2031 | 3 492     | 1 136                     |
| Frais d'émission financés à long terme                                                                              | 211       | –                         |
|                                                                                                                     | 1 567 977 | 1 414 341                 |

Remboursements annuels en capital et intérêts des billets à payer :

|                   | Dette totale |          | Assumée MTQ |          |
|-------------------|--------------|----------|-------------|----------|
|                   | Capital      | Intérêts | Capital     | Intérêts |
| 2013              | 224 813      | 65 285   | 182 241     | 48 933   |
| 2014              | 176 891      | 51 812   | 147 864     | 37 760   |
| 2015              | 118 826      | 46 235   | 89 871      | 33 196   |
| 2016              | 134 334      | 41 034   | 101 258     | 28 980   |
| 2017              | 133 638      | 35 358   | 97 799      | 24 481   |
| 2018 et suivantes | 783 786      | 113 991  | 514 854     | 67 439   |
|                   | 1 572 288    | 353 715  | 1 133 887   | 240 789  |

Le montant de 1 133 887 [1 095 479 en 2011] assumé par le MTQ est comptabilisé à l'état de la situation financière du Fonds d'immobilisations au 31 décembre 2012, au poste d'actifs « À recevoir du ministère des Transports du Québec ».

Remboursements annuels en capital et intérêts de l'allocation forfaitaire à rembourser :

|                   | Capital | Intérêts |
|-------------------|---------|----------|
| 2013              | 51      | 423      |
| 2014              | 57      | 416      |
| 2015              | 64      | 409      |
| 2016              | 73      | 401      |
| 2017              | 82      | 391      |
| 2018 et suivantes | 3 165   | 3 422    |
|                   | 3 492   | 5 462    |

**Contrat location-acquisition**

|                                                                                                                                                                      | 2012          | 2011          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, taux d'intérêt de 5,000 %, échéant en juillet 2012                                                        | -             | 244           |
| Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, taux d'intérêt de 1,704 %, échéant en octobre 2021, avec option d'achat en octobre 2014 au montant de 765 | 941           | 1 040         |
| Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, taux d'intérêt de 5,033 %, échéant en juillet 2067                                                        | 14 803        | 14 580        |
|                                                                                                                                                                      | <b>15 744</b> | <b>15 864</b> |

Paiements minimums futurs exigibles en vertu de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition :

|                   | Capital       | Intérêts      |
|-------------------|---------------|---------------|
| 2013              | 101           | 765           |
| 2014              | 102           | 774           |
| 2015              | 104           | 784           |
| 2016              | 106           | 793           |
| 2017              | 108           | 802           |
| 2018 et suivantes | 15 223        | 38 105        |
|                   | <b>15 744</b> | <b>42 023</b> |

**17. SUBVENTIONS REPORTÉES**

|                              | Solde d'ouverture redressé | Subventions affectées de l'exercice en cours | Cession/radiation des subventions | Virements aux résultats de l'exercice en cours | Solde de clôture |
|------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------|------------------|
| Subventions reportées du MTQ | 1 316 927                  | 230 423                                      | (3 006)                           | (41 440)                                       | 1 502 904        |
| Subventions reportées Autres | 2 979                      | 38                                           | -                                 | (95)                                           | 2 922            |
| Subventions reportées        | <b>1 319 906</b>           | <b>230 461</b>                               | <b>(3 006)</b>                    | <b>(41 535)</b>                                | <b>1 505 826</b> |

Le virement total aux résultats des subventions reportées est de 41 535 [37 279 en 2011] réparti entre le Fonds d'immobilisations [41 340 [37 141 en 2011]] et le Fonds d'exploitation [195 [138 en 2011]]. Au Fonds d'immobilisations, ce produit est présenté distinctement, alors qu'au Fonds d'exploitation, il est réparti entre différents postes.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

## 18. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| CLASSES D'ACTIFS                        | COÛT                       |              |                    |                  | AMORTISSEMENTS CUMULÉS     |              |                    |                  | VALEUR COMPTABLE NETTE     |                  |
|-----------------------------------------|----------------------------|--------------|--------------------|------------------|----------------------------|--------------|--------------------|------------------|----------------------------|------------------|
|                                         | Solde d'ouverture redressé | Augmentation | Cession/ Radiation | Solde de clôture | Solde d'ouverture redressé | Augmentation | Cession/ Radiation | Solde de clôture | Solde d'ouverture redressé | Solde de clôture |
| Structure ferroviaire                   | 60 180                     | 7 198        | –                  | 67 378           | (11 983)                   | (1 452)      | –                  | (13 435)         | 48 197                     | 53 943           |
| Bâtiments                               | 139 546                    | 2 159        | –                  | 141 705          | (20 672)                   | (3 852)      | –                  | (24 524)         | 118 874                    | 117 181          |
| Infrastructures                         | 226 867                    | 748          | (667)              | 226 948          | (133 076)                  | (11 264)     | 80                 | (144 260)        | 93 791                     | 82 688           |
| Équipements                             | 21 732                     | 2 783        | –                  | 24 515           | (8 450)                    | (2 012)      | –                  | (10 462)         | 13 282                     | 14 053           |
| Matériel roulant ferroviaire            | 681 319                    | 149 651      | –                  | 830 970          | (193 080)                  | (31 219)     | –                  | (224 299)        | 488 239                    | 606 671          |
| Informatique et téléphonie              | 19 121                     | 17 496       | –                  | 36 617           | (2 919)                    | (2 873)      | –                  | (5 792)          | 16 202                     | 30 825           |
| Terrains                                | 54 463                     | 342          | (18)               | 54 787           | –                          | –            | –                  | –                | 54 463                     | 54 787           |
| Locations-acquisitions                  | 15 686                     | –            | (1 602)            | 14 084           | (2 002)                    | (469)        | 659                | (1 812)          | 13 684                     | 12 272           |
| Actifs mis hors service                 | 26 682                     | 1            | –                  | 26 683           | (26 051)                   | –            | –                  | (26 051)         | 631                        | 632              |
| Métro de Laval en instance de transfert |                            |              |                    |                  |                            |              |                    |                  |                            |                  |
| Infrastructures du métro                | 512 082                    | 146          | –                  | 512 228          | 59 285                     | 12 804       | –                  | 72 089           | 452 797                    | 440 139          |
| Tunnel                                  | 154 813                    | –            | –                  | 154 813          | 7 196                      | 1 548        | –                  | 8 744            | 147 617                    | 146 069          |
| Terrains                                | 8 421                      | –            | –                  | 8 421            | –                          | –            | –                  | –                | 8 421                      | 8 421            |
| Immobilisations en cours                | 474 326                    | 100 932      | (1 708)            | 573 550          | –                          | –            | –                  | –                | 474 326                    | 573 550          |
| Immobilisations corporelles             | 2 395 238                  | 281 456      | (3 995)            | 2 672 699        | (464 714)                  | (67 493)     | 739                | (531 468)        | 1 930 524                  | 2 141 231        |

La charge totale d'amortissement des immobilisations corporelles est de 67 493 [60 857 en 2011] répartie entre le Fonds d'immobilisations (64 896 [59 221 en 2011]) et le Fonds d'exploitation (2 597 [1 636 en 2011]). Au Fonds d'immobilisations, cette charge est présentée distinctement, alors qu'au Fonds d'exploitation, elle est répartie entre différents postes.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les fournisseurs et les frais courus représentent 87 616 et celles incluses dans les passifs environnementaux représentent 3 759 en 2012.

## 19. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

## Variation des actifs et passifs reliés aux activités de fonctionnement

|                                                  | 2012      | 2011     |
|--------------------------------------------------|-----------|----------|
| Créances                                         | (19 074)  | 37 357   |
| Remises du gouvernement du Québec à recevoir     | 338       | (4 226)  |
| À recevoir du ministère des Transports du Québec | (158 812) | (58 207) |
| Fournisseurs et frais courus                     | (23 480)  | 78 079   |
| Taxe sur l'essence à redistribuer aux organismes | 24 115    | (1 579)  |
| Passif environnemental                           | 3 262     | 605      |
| Subventions reportées                            | 223 055   | 120 496  |
| Frais payés d'avance                             | (22 881)  | 3 600    |
| Pièces de rechange des trains de banlieue        | (4 849)   | (4 223)  |
|                                                  | 21 674    | 171 902  |

**Autres renseignements**

|                                               | 2012   | 2011   |
|-----------------------------------------------|--------|--------|
| Intérêts payés sur les emprunts à court terme | 1 928  | 592    |
| Intérêts payés sur la dette à long terme      | 60 836 | 58 965 |
|                                               | 62 764 | 59 557 |

**20. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES AUX RISQUES FINANCIERS**

La direction a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Risque de taux d'intérêt**

L'emprunt à court terme et la dette à long terme portent des taux d'intérêt fixes pour tous les emprunts. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée l'AMT est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également, étant donné que l'AMT prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

**Risque de prix sur marchandises**

Afin d'atténuer les effets des fluctuations du prix du diesel, l'AMT a une stratégie de couverture qui consiste à réaliser des opérations de *swap* sur l'huile à chauffage pour un pourcentage cible de la consommation future de carburant. Au 31 décembre 2012, des *swaps* d'huile à chauffage sont en cours [note 21].

**Risque de change**

Bien que l'AMT transige ses affaires et reçoive ses revenus d'exploitation essentiellement en dollars canadiens, une partie de ses charges, de son encaisse et de ses comptes à payer est libellée en devise américaine. Par conséquent, les résultats de l'AMT sont touchés par les fluctuations du taux de change entre ces devises. Afin de minimiser les impacts résultant de la conversion en dollars canadiens du coût de ses achats en immobilisations corporelles libellées en devises étrangères, l'AMT a recours à un *swap* de taux de change [note 21].

L'équivalent en \$CAN des éléments monétaires non couverts libellés en devise américaine totalisait 19 773 au 31 décembre 2012 (30 500 en 2011).

**21. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS**

L'AMT utilise des instruments financiers dérivés, tels que des contrats de *swap* de commodités pour gérer les risques liés aux variations des prix du carburant. Ces instruments dérivés ne visent à effectuer ni des opérations sur valeurs, ni des opérations spéculatives. L'AMT utilise également les contrats de change à terme pour gérer les risques que comportent les variations de la valeur du dollar américain relativement à l'achat de matériel en devise américaine dans le cadre d'un important projet d'immobilisations corporelles visant à remettre à neuf une partie de son parc de locomotives.

Les *swaps* sont liés à une marchandise (huile à chauffage n°2) pour laquelle les parties échangent des paiements en espèces basés sur des variations du prix des marchandises ou l'indice du marché, ce qui permet de fixer le prix que les parties paient réellement pour les marchandises. Quant au contrat de change à terme, il est lié à des projets futurs d'immobilisations corporelles et constitue une entente contractuelle visant à acheter des dollars américains à une date ultérieure et à un taux préétabli.

À la fin de l'exercice, l'AMT détenait les instruments financiers dérivés suivants :

|                                                  | Prix fixe          | Quantité référence |
|--------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Opération de change, octobre 2008 à juillet 2014 | 1,0697 \$CAN       | 223 570 \$US       |
| Huile chauffage, janvier 2013 à décembre 2013    | 0,7641 \$CAN/litre | 1 800 000 litres   |
| Huile chauffage, janvier 2013 à juin 2013        | 0,7824 \$CAN/litre | 900 000 litres     |
| Huile chauffage, janvier 2013 à avril 2013       | 0,7900 \$CAN/litre | 600 000 litres     |
| Huile chauffage, janvier 2013 à mars 2013        | 0,7661 \$CAN/litre | 450 000 litres     |
| Huile chauffage, juillet 2013 à août 2013        | 0,7661 \$CAN/litre | 300 000 litres     |



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

**22. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

L'AMT a des ententes contractuelles avec certains fournisseurs, principalement à l'égard de l'exploitation et de la gestion des trains de banlieue et des équipements métropolitains et à l'égard de différents projets d'immobilisations en cours. De plus, pour ces investissements en immobilisations, le MTQ s'est engagé auprès de l'AMT à les subventionner en partie. Les engagements en vertu de contrats pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

| 2013              | 336 770          |
|-------------------|------------------|
| 2014              | 156 756          |
| 2015              | 75 974           |
| 2016              | 58 120           |
| 2017              | 45 666           |
| 2018 et suivantes | 398 638          |
|                   | <u>1 071 924</u> |

**23. ÉVENTUALITÉS****Passif environnemental**

Au cours de l'exercice 2012, l'AMT a fait l'acquisition de deux terrains contaminés ; ces ajouts s'inscrivent dans la réalisation de projets tels que le Train de l'Est ou l'aménagement de stationnements. L'AMT a enregistré une variation nette de son passif environnemental de l'ordre de 3 262 en 2012 [605 en 2011] pour l'ensemble de ses terrains.

Ce passif s'ajoute à celui de l'exercice précédent et totalise 16 930 au 31 décembre 2012 [13 668 en 2011]. La contrepartie a été enregistrée en ajout du coût d'acquisition des actifs. Ces montants proviennent des estimations de la direction ainsi que de rapports d'évaluation produits par des experts indépendants.

**Recours collectif contre l'AMT**

Problèmes survenus sur les lignes Vaudreuil-Hudson et Deux-Montagnes en janvier et février 2009

Le 10 février 2009, une requête pour autorisation d'exercer un recours collectif a été déposée contre l'AMT. Dans la requête, il a été allégué que l'AMT néglige de respecter les horaires qu'elle publie, accusant ainsi des retards sur les lignes Vaudreuil-Hudson et Deux-Montagnes.

Le 3 septembre 2010, un jugement a été rendu concernant l'autorisation de la requête. En effet, le jugement autorise l'institution d'un recours collectif ; il ne constitue pas un jugement rendu sur le fond. Aussi, la période visée par le recours collectif est de 2 mois, soit janvier et février 2009, comparativement aux 22 mois dans la demande initiale. Bien que la Cour ait autorisé le recours, elle a limité les usagers visés aux détenteurs de passes mensuelles ayant utilisé les trains sur les lignes en cause en semaine à l'heure de pointe durant les mois de janvier et février 2009. Sur le plan des dommages, la Cour a autorisé le requérant à réclamer un rabais de 50 % du prix des titres mensuels pour les mois en cause et 100 \$ par mois pour troubles et inconvénients. Le montant estimatif réclamé est de 7 500.

Le 25 octobre 2010, la Cour a ordonné la publication des avis aux membres dans les gares, près des distributrices de l'AMT ainsi que dans le journal. Le 27 janvier 2011, le requérant a déposé sa Requête introductive d'instance. Le 7 octobre 2011, l'AMT a signifié sa défense et le requérant a déposé sa réponse le 22 août 2012. Le 6 février 2013, le requérant et l'AMT ont déposé la déclaration commune de dossier complet. Le procès aura lieu en mars 2014.

Grève de la STM en mai 2007

Le 21 mai 2010, une requête pour autorisation d'exercer un recours collectif a été déposée contre la STM et l'AMT en lien avec la réduction des services de la STM survenue entre le 22 et le 25 mai 2007 en raison d'une grève des employés de la STM. La requérante allègue que la STM et l'AMT ont fait défaut de se conformer à leur obligation de fournir un service de transport en commun conforme à l'horaire représenté et demande que toutes les personnes qui détenaient un titre TRAM en mai 2007 soient compensées. Le 3 avril 2013, un jugement a été rendu concernant l'autorisation de la requête. Ce jugement ne constitue pas un jugement rendu sur le fond mais il autorise l'institution d'un recours collectif contre la STM et l'AMT pour le compte de toutes les personnes qui détenaient un titre TRAM à cette date et qui ont utilisé le service de la STM. Sur le plan des dommages, la Cour a autorisé le requérant à réclamer pour chaque membre du groupe la somme de 9,79 \$ à titre de remboursement sur le prix de la TRAM et la somme de 50 \$ à titre de dommages-intérêts. Le montant réclamé est estimé à 5 162.

L'AMT fait également l'objet d'autres poursuites et la direction est d'avis qu'elle a établi des provisions adéquates pour couvrir toutes les pertes éventuelles et les montants non recouvrables des sociétés d'assurance, le cas échéant. Le montant de ces réclamations est de l'ordre de 15 758 [10 187 en 2011] et la direction a enregistré une provision aux livres de 2 450 [2 760 en 2011].

#### 24. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, l'AMT est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

L'AMT n'a conclu aucune opération commerciale avec ses apparentés autre que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La majorité de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

#### 25. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

#### 26. INFORMATIONS SECTORIELLES

##### Résultats et solde du Fonds d'exploitation

|                                                                                                 | 2012 Budget | 2012 Réel | 2011     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------|----------|
| <b>REVENUS</b>                                                                                  |             |           |          |
| Remises gouvernementales :                                                                      |             |           |          |
| Droit sur l'immatriculation                                                                     | 57 975      | 56 497    | 55 625   |
| Taxe sur l'essence                                                                              | 48 679      | 48 849    | 49 643   |
| Revenus des trains de banlieue [note 5]                                                         | 54 555      | 54 302    | 51 577   |
| Contributions municipales aux trains de banlieue [note 5]                                       | 52 382      | 51 723    | 47 730   |
| Contributions du gouvernement du Québec à la Politique de développement durable                 | 6 935       | 10 101    | 6 734    |
| Contributions aux coûts des équipements métropolitains                                          | 7 719       | 7 088     | 6 928    |
| Contributions du gouvernement du Québec aux mesures d'atténuation                               | –           | 5 264     | 3 570    |
| Autres revenus                                                                                  | 800         | 4 295     | 3 330    |
| Recettes des autobus express métropolitains                                                     | 3 833       | 3 595     | 3 169    |
| Revenus commerciaux                                                                             | 4 750       | 2 966     | 3 479    |
| Gain sur rachats de billets à terme adossés à des actifs [note 13]                              | –           | 2 671     | 153      |
| Contributions municipales aux autobus express métropolitains                                    | 482         | 12        | 137      |
| Revenus – Coordination métropolitaine                                                           | 1 155       | 196       | 316      |
|                                                                                                 | 239 265     | 247 559   | 232 391  |
| <b>CHARGES</b>                                                                                  |             |           |          |
| Trains de banlieue [note 5]                                                                     | 130 955     | 129 539   | 120 349  |
| Aide métropolitaine et dépenses afférentes [note 7]                                             | 51 391      | 49 972    | 50 595   |
| Équipements métropolitains                                                                      | 19 297      | 18 190    | 18 199   |
| Aide à l'intégration tarifaire [note 8]                                                         | 7 784       | 8 150     | 8 996    |
| Aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM et dépenses afférentes [note 9] | 7 943       | 7 984     | 7 364    |
| Frais de fonctionnement                                                                         | 7 449       | –         | 6 872    |
| Coordination métropolitaine                                                                     | 4 245       | 12 023    | 4 279    |
| Autobus express métropolitains                                                                  | 5 830       | 5 012     | 4 635    |
| Mesures d'atténuation                                                                           | –           | 5 536     | 3 887    |
| Autres dépenses                                                                                 | 1 532       | 170       | 2 088    |
| Transport adapté                                                                                | 1 680       | 1 762     | 1 761    |
| Frais de gestion de la Société de l'assurance automobile du Québec                              | 1 159       | 1 130     | 1 112    |
| Dévaluation des billets à terme adossés à des actifs [note 13]                                  | –           | 59        | 57       |
|                                                                                                 | 239 265     | 239 527   | 230 194  |
| <b>BÉNÉFICE DE L'EXERCICE</b>                                                                   | –           | 8 032     | 2 197    |
| <b>SOLDE DU FONDS D'EXPLOITATION AU DÉBUT</b>                                                   | 4 967       | 4 967     | (16 670) |
| Reclassement inter-fonds : transfert des revenus commerciaux                                    | –           | –         | 19 440   |
| <b>SOLDE DU FONDS D'EXPLOITATION À LA FIN</b>                                                   | 4 967       | 12 999    | 4 967    |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Les montants sont en milliers de dollars.)

## État de la situation financière du Fonds d'exploitation

|                                                                     | 2012            | 2011            |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                            |                 |                 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                             | 22 885          | 1 760           |
| Créances [note 12]                                                  | 53 595          | 39 797          |
| Remises du gouvernement du Québec à recevoir                        | 32 287          | 32 625          |
| Billets à terme adossés à des actifs [note 13]                      | 20 650          | 21 842          |
| À recevoir du ministère des Transports du Québec                    | 9 283           | 171             |
| À recevoir du Fonds d'immobilisations                               | 1 727           | 11 422          |
|                                                                     | <b>140 427</b>  | <b>107 617</b>  |
| <b>PASSIFS</b>                                                      |                 |                 |
| Emprunts à court terme [note 14]                                    | –               | 8 566           |
| Fournisseurs et frais courus [note 15]                              | 90 342          | 92 029          |
| Taxe sur l'essence à redistribuer aux organismes [note 4]           | 55 218          | 31 103          |
| Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition [note 16] | 941             | 1 040           |
| Dette à long terme [note 16]                                        | 48 777          | 25 030          |
| Subventions reportées [note 17]                                     | 14 362          | 2 227           |
|                                                                     | <b>209 640</b>  | <b>159 995</b>  |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                  | <b>(69 213)</b> | <b>(52 378)</b> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                        |                 |                 |
| Frais payés d'avance                                                | 18 923          | 1 300           |
| Pièces de rechange des trains de banlieue                           | 16 431          | 11 582          |
| Immobilisations corporelles [note 18]                               | 46 858          | 44 463          |
|                                                                     | <b>82 212</b>   | <b>57 345</b>   |
| <b>SOLDE DU FONDS D'EXPLOITATION</b>                                | <b>12 999</b>   | <b>4 967</b>    |

## Résultats et solde du Fonds d'immobilisations

|                                                                                                                                   | Budget          | 2012            | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------------------|
| <b>REVENUS</b>                                                                                                                    |                 |                 |                           |
| Revenus d'intérêts subventionnés                                                                                                  | 52 400          | 48 724          | 48 501                    |
| Virement des subventions reportées [note 17]                                                                                      | 23 500          | 41 340          | 37 141                    |
| Contributions municipales [note 6]                                                                                                | 39 105          | 39 105          | 35 962                    |
| Contributions du gouvernement du Québec aux mesures d'atténuation                                                                 | –               | 3 441           | –                         |
| Autres revenus                                                                                                                    | 400             | 265             | 335                       |
| Gain sur rachats de billets à terme adossés à des actifs [note 13]                                                                | –               | 89              | 63                        |
|                                                                                                                                   | <b>115 405</b>  | <b>132 964</b>  | <b>122 002</b>            |
| <b>CHARGES</b>                                                                                                                    |                 |                 |                           |
| Frais d'intérêts sur la dette à long terme                                                                                        | 62 400          | 63 218          | 60 153                    |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                                                     | 50 700          | 64 896          | 59 221                    |
| Entretiens, réparations et études de faisabilité                                                                                  | 20 000          | 31 040          | 17 955                    |
| Mesures d'atténuation                                                                                                             | –               | 4 036           | –                         |
| Pertes de change                                                                                                                  | 3 600           | 3 388           | 3 825                     |
| Autres dépenses                                                                                                                   | 3 411           | 5 328           | 3 059                     |
| Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles et de subventions reportées                                                  | –               | 7 044           | 2 196                     |
|                                                                                                                                   | <b>140 111</b>  | <b>178 950</b>  | <b>146 409</b>            |
| <b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>                                                                                                      | <b>(24 706)</b> | <b>(45 986)</b> | <b>(24 407)</b>           |
| <b>SOLDE DU FONDS D'IMMOBILISATIONS DÉJÀ ÉTABLI</b>                                                                               | <b>173 191</b>  | <b>179 445</b>  | <b>220 729</b>            |
| Redressement : corrections des immobilisations corporelles, des frais d'émission reportés et des subventions reportées [note 3.1] | –               | (6 254)         | (3 691)                   |
| <b>SOLDE REDRESSÉ DU FONDS D'IMMOBILISATIONS AU DÉBUT</b>                                                                         | <b>173 191</b>  | <b>173 191</b>  | <b>217 038</b>            |
| Reclassement inter-fonds : transfert des revenus commerciaux                                                                      | –               | –               | (19 440)                  |
| <b>SOLDE DU FONDS D'IMMOBILISATIONS À LA FIN</b>                                                                                  | <b>148 485</b>  | <b>127 205</b>  | <b>173 191</b>            |

## État de la situation financière du Fonds d'immobilisations

|                                                                     | 2012               | 2011 Redressé<br>[note 3] |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                            |                    |                           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                             | 47 175             | 29 072                    |
| Créances [note 12]                                                  | 6 408              | 1 132                     |
| Billets à terme adossés à des actifs [note 13]                      | 2 572              | 2 630                     |
| À recevoir du ministère des Transports du Québec                    | 1 311 383          | 1 161 683                 |
|                                                                     | <b>1 367 538</b>   | <b>1 194 517</b>          |
| <b>PASSIFS</b>                                                      |                    |                           |
| Emprunts à court terme [note 14]                                    | 186 162            | 29 012                    |
| Fournisseurs et frais courus [note 15]                              | 110 668            | 132 461                   |
| Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition [note 16] | 14 803             | 14 824                    |
| Passif environnemental [note 23]                                    | 16 930             | 13 668                    |
| Dette à long terme [note 16]                                        | 1 519 200          | 1 389 311                 |
| Subventions reportées [note 17]                                     | 1 491 464          | 1 317 679                 |
| Dû au Fonds d'exploitation                                          | 1 727              | 11 422                    |
|                                                                     | <b>3 340 954</b>   | <b>2 908 377</b>          |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                  | <b>(1 973 416)</b> | <b>(1 713 860)</b>        |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                        |                    |                           |
| Frais payés d'avance                                                | 6 248              | 990                       |
| Immobilisations corporelles [note 18]                               | 2 094 373          | 1 886 061                 |
|                                                                     | <b>2 100 621</b>   | <b>1 887 051</b>          |
| <b>SOLDE DU FONDS D'IMMOBILISATIONS</b>                             | <b>127 205</b>     | <b>173 191</b>            |

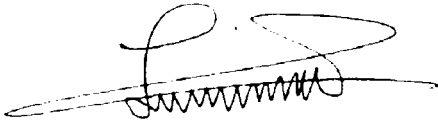
## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Autorité des marchés financiers ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications ponctuelles afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par l'Autorité.

L'Autorité reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Autorité conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Louis Morisset  
Président-directeur général



Linda Levasseur  
Directrice générale de l'administration

Québec, le 5 juillet 2013



# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Autorité des marchés financiers, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

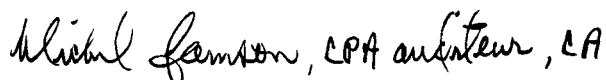
### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Autorité des marchés financiers au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités, des gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA  
Québec, le 5 juillet 2013

## RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

de l'exercice clos le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

|                                                                       | 2013                 |                          |         |         | 2012                 |                          |         |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|---------|---------|----------------------|--------------------------|---------|
|                                                                       | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total   | Budget  | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total   |
| <b>REVENUS</b>                                                        |                      |                          |         |         |                      |                          |         |
| Droits, cotisations et primes                                         | 86 217               | 15 287                   | 101 504 | 97 214  | 82 697               | 14 647                   | 97 344  |
| Intérêts et revenus de placements                                     | 715                  | 13 411                   | 14 126  | 10 621  | 775                  | 13 675                   | 14 450  |
| Contribution du gouvernement du Québec (note 4)                       | 2 580                |                          | 2 580   | 3 750   | 3 012                |                          | 3 012   |
| Sanctions administratives et amendes                                  | 1 528                |                          | 1 528   | 600     | 970                  |                          | 970     |
| Autres                                                                | 1 833                |                          | 1 833   | 1 271   | 1 364                |                          | 1 364   |
|                                                                       | 92 873               | 28 698                   | 121 571 | 113 456 | 88 818               | 28 322                   | 117 140 |
| <b>CHARGES</b>                                                        |                      |                          |         |         |                      |                          |         |
| Salaires et avantages sociaux                                         | 66 358               | 749                      | 67 107  | 64 365  | 59 598               | 565                      | 60 163  |
| Charges locatives                                                     | 5 855                |                          | 5 855   | 6 438   | 5 535                |                          | 5 535   |
| Services professionnels                                               | 7 021                |                          | 7 021   | 6 970   | 6 798                |                          | 6 798   |
| Fournitures, documentation et entretien                               | 2 418                |                          | 2 418   | 2 576   | 1 858                |                          | 1 858   |
| Déplacements, représentation et accueil                               | 1 427                | 12                       | 1 439   | 1 785   | 1 566                | 33                       | 1 599   |
| Communications, informations                                          | 452                  |                          | 452     | 722     | 653                  |                          | 653     |
| Télécommunications                                                    | 460                  |                          | 460     | 483     | 479                  |                          | 479     |
| Contribution au Bureau de décision et de révision                     | 1 456                |                          | 1 456   | 1 456   | 1 950                |                          | 1 950   |
| Frais relatifs aux lois                                               | 1 080                |                          | 1 080   | 1 000   | 883                  |                          | 883     |
| Amortissement des immobilisations corporelles                         | 2 200                |                          | 2 200   | 3 033   | 2 411                |                          | 2 411   |
| Perte sur placements pour diminution de valeur (note 8)               |                      |                          |         |         | 2                    |                          | 2       |
| Autres                                                                | 2 008                | 21                       | 2 029   | 2 776   | 2 123                | 14                       | 2 137   |
| Frais de gestion attribués aux Fonds (note 5)                         | (947)                | 369                      | (578)   | (453)   | (1 035)              | 379                      | (656)   |
|                                                                       | 89 788               | 1 151                    | 90 939  | 91 151  | 82 821               | 991                      | 83 812  |
| <b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE AVANT ÉLÉMENT SUIVANT</b>                   | 3 085                | 27 547                   | 30 632  | 22 304  | 5 997                | 27 331                   | 33 328  |
| Opérations du Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance (note 6) | (1 285)              |                          | (1 285) | (2 933) | (1 319)              |                          | (1 319) |
| <b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>                                         | 1 800                | 27 547                   | 29 347  | 19 371  | 4 678                | 27 331                   | 32 009  |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                                       | 118 008              | 505 328                  | 623 336 | 623 336 | 113 330              | 477 997                  | 591 327 |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                                       | 119 808              | 532 875                  | 652 683 | 642 707 | 118 008              | 505 328                  | 623 336 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2013  
(en milliers de dollars)

|                                                           | 2013                 |                          |         | 2012                 |                          |         |
|-----------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|---------|----------------------|--------------------------|---------|
|                                                           | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total   | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total   |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                  |                      |                          |         |                      |                          |         |
| Encaisse                                                  | 9 516                | 57                       | 9 573   | 5 794                | 43                       | 5 837   |
| Équivalents de trésorerie (note 7)                        |                      |                          |         | 33 100               |                          | 33 100  |
| Placements (note 8)                                       | 96 086               | 533 074                  | 629 160 | 69 029               | 505 210                  | 574 239 |
| Créances (note 9)                                         | 26 932               | 1                        | 26 933  | 27 993               |                          | 27 993  |
| Créance - Fonds d'assurance-dépôts                        | 125                  |                          |         | 142                  |                          |         |
| Intérêts à recevoir                                       | 553                  | 1 146                    | 1 699   | 361                  | 1 441                    | 1 802   |
| Stocks destinés à la vente                                | 69                   |                          | 69      | 53                   |                          | 53      |
|                                                           | 133 281              | 534 278                  | 667 434 | 136 472              | 506 694                  | 643 024 |
| <b>PASSIFS</b>                                            |                      |                          |         |                      |                          |         |
| Charges à payer (note 10)                                 | 15 980               |                          | 15 980  | 14 474               |                          | 14 474  |
| Charges à payer - Opérations courantes                    |                      | 125                      |         |                      | 142                      |         |
| Droits et cotisations à rembourser                        | 213                  |                          | 213     | 197                  |                          | 197     |
| Provision au titre des avantages sociaux futurs (note 11) | 14 305               |                          | 14 305  | 12 239               |                          | 12 239  |
| Revenus reportés                                          | 10 262               | 1 278                    | 11 540  | 10 010               | 1 225                    | 11 235  |
| Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés          | 471                  |                          | 471     | 557                  |                          | 557     |
| Obligation pour régime de rentes d'appoint (note 11)      | 2 035                |                          | 2 035   | 1 190                |                          | 1 190   |
|                                                           | 43 266               | 1 403                    | 44 544  | 38 667               | 1 367                    | 39 892  |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                             | 90 015               | 532 875                  | 622 890 | 97 805               | 505 327                  | 603 132 |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                              |                      |                          |         |                      |                          |         |
| Immobilisations corporelles (note 12)                     | 29 198               |                          | 29 198  | 19 632               |                          | 19 632  |
| Frais payés d'avance                                      | 595                  |                          | 595     | 571                  | 1                        | 572     |
|                                                           | 29 793               |                          | 29 793  | 20 203               | 1                        | 20 204  |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>                                    | 119 808              | 532 875                  | 652 683 | 118 008              | 505 328                  | 623 336 |
| <b>DÉPÔTS GARANTIS (note 14)</b>                          |                      |                          |         |                      |                          |         |
| <b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 15)</b>               |                      |                          |         |                      |                          |         |
| <b>ÉVENTUALITÉS (note 16)</b>                             |                      |                          |         |                      |                          |         |
| <b>ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS (note 17)</b> |                      |                          |         |                      |                          |         |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Louis Morisset  
Président-directeur général  
Autorité des marchés financiers



Linda Levasseur  
Directrice générale de l'administration  
Autorité des marchés financiers

## ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

de l'exercice clos le 31 mars 2013  
(en milliers de dollars)

|                                                             | 2013                 |                          |                 |          | 2012                 |                          |                |
|-------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------|----------|----------------------|--------------------------|----------------|
|                                                             | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total           | Budget   | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total          |
| <b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>                               | 1 800                | 27 547                   | <b>29 347</b>   | 19 371   | 4 678                | 27 331                   | <b>32 009</b>  |
| Variation due aux immobilisations corporelles               |                      |                          |                 |          |                      |                          |                |
| Acquisitions (note 12)                                      | (11 766)             |                          | <b>(11 766)</b> | (12 821) | (8 264)              |                          | <b>(8 264)</b> |
| Amortissement                                               | 2 200                |                          | <b>2 200</b>    | 3 033    | 2 411                |                          | <b>2 411</b>   |
| Produit de disposition                                      |                      |                          |                 |          | 2                    |                          | <b>2</b>       |
|                                                             | (9 566)              |                          | <b>(9 566)</b>  | (9 788)  | (5 851)              |                          | <b>(5 851)</b> |
| Variation due aux frais payés d'avance                      | (24)                 | 1                        | <b>(23)</b>     |          |                      | (1)                      | <b>(1)</b>     |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b> | (7 790)              | 27 548                   | <b>19 758</b>   | 9 583    | (1 173)              | 27 330                   | <b>26 157</b>  |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT</b>                      | 97 805               | 505 327                  | <b>603 132</b>  | 603 132  | 98 978               | 477 997                  | <b>576 975</b> |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN</b>                      | 90 015               | 532 875                  | <b>622 890</b>  | 612 715  | 97 805               | 505 327                  | <b>603 132</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice clos le 31 mars 2013  
(en milliers de dollars)

|                                                                | 2013                 |                          |        | 2012                 |                          |          |
|----------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|--------|----------------------|--------------------------|----------|
|                                                                | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total  | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total    |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                             |                      |                          |        |                      |                          |          |
| Excédent de l'exercice                                         | 1 800                | 27 547                   | 29 347 | 4 678                | 27 331                   | 32 009   |
| Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie             |                      |                          |        |                      |                          |          |
| Amortissement des immobilisations corporelles                  | 2 200                |                          | 2 200  | 2 411                |                          | 2 411    |
| Frais payés d'avance                                           | (24)                 | 1                        | (23)   |                      | (1)                      | (1)      |
| Perte sur placements pour diminution de valeur                 |                      |                          |        | 2                    |                          | 2        |
| Gain sur disposition de placements                             | (2)                  |                          | (2)    | (7)                  |                          | (7)      |
|                                                                | 3 974                | 27 548                   | 31 522 | 7 084                | 27 330                   | 34 414   |
| Variation des éléments hors caisse liés au fonctionnement      |                      |                          |        |                      |                          |          |
| Créances                                                       | 1 061                | (1)                      | 1 060  | (3 355)              | 1                        | (3 354)  |
| Créance - Fonds d'assurance-dépôts                             | 17                   |                          |        | (142)                |                          |          |
| Créance - Opérations courantes                                 |                      |                          |        |                      | 341                      |          |
| Intérêts à recevoir                                            | (192)                | 295                      | 103    | (171)                | (303)                    | (474)    |
| Intérêts à recevoir - Financement Québec                       |                      |                          |        | 75                   |                          | 75       |
| Stocks destinés à la vente                                     | (16)                 |                          | (16)   | 11                   |                          | 11       |
| Charges à payer                                                | 1 253                |                          | 1 253  | (18 752)             | (150)                    | (18 902) |
| Charge à payer - Opérations courantes                          |                      | (17)                     |        |                      | 142                      |          |
| Charge à payer - Fonds d'assurance-dépôts                      |                      |                          |        | (341)                |                          |          |
| Droits et cotisations à rembourser                             | 16                   |                          | 16     | (54)                 |                          | (54)     |
| Provision au titre des avantages sociaux futurs                | 2 066                |                          | 2 066  | 977                  |                          | 977      |
| Obligation pour régime de rentes d'appoint                     | 845                  |                          | 845    | 278                  |                          | 278      |
| Revenus reportés                                               | 252                  | 53                       | 305    | 781                  | 44                       | 825      |
| Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés               | (86)                 |                          | (86)   | 169                  |                          | 169      |
|                                                                | 5 216                | 330                      | 5 546  | (20 524)             | 75                       | (20 449) |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b> | 9 190                | 27 878                   | 37 068 | (13 440)             | 27 405                   | 13 965   |

**FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)**de l'exercice clos le 31 mars 2013  
(en milliers de dollars)

|                                                                                  | 2013                 |                          |                 | 2012                 |                          |                 |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------|----------------------|--------------------------|-----------------|
|                                                                                  | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total           | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | Total           |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                |                      |                          |                 |                      |                          |                 |
| Acquisitions de placements                                                       | (50 826)             | (27 864)                 | <b>(78 690)</b> | (58 214)             | (27 394)                 | <b>(85 608)</b> |
| Produit de disposition de placements                                             | 23 771               |                          | <b>23 771</b>   | 67 413               |                          | <b>67 413</b>   |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>                    | <b>(27 055)</b>      | <b>(27 864)</b>          | <b>(54 919)</b> | <b>9 199</b>         | <b>(27 394)</b>          | <b>(18 195)</b> |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                             |                      |                          |                 |                      |                          |                 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 12)                             | (11 513)             |                          | <b>(11 513)</b> | (7 174)              |                          | <b>(7 174)</b>  |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                             |                      |                          |                 | 2                    |                          | <b>2</b>        |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b> | <b>(11 513)</b>      |                          | <b>(11 513)</b> | <b>(7 172)</b>       |                          | <b>(7 172)</b>  |
| <b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>         | <b>(29 378)</b>      | <b>14</b>                | <b>(29 364)</b> | <b>(11 413)</b>      | <b>11</b>                | <b>(11 402)</b> |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début                                 | 38 894               | 43                       | <b>38 937</b>   | 50 307               | 32                       | <b>50 339</b>   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin                                 | 9 516                | 57                       | <b>9 573</b>    | 38 894               | 43                       | <b>38 937</b>   |
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :            |                      |                          |                 |                      |                          |                 |
| Encaisse                                                                         | 9 516                | 57                       | <b>9 573</b>    | 5 794                | 43                       | <b>5 837</b>    |
| Équivalents de trésorerie                                                        |                      |                          |                 | 33 100               |                          | <b>33 100</b>   |
|                                                                                  | 9 516                | 57                       | <b>9 573</b>    | 38 894               | 43                       | <b>38 937</b>   |
| Intérêts reçus                                                                   | 1 620                | 13 706                   | <b>15 326</b>   | 1 718                | 13 373                   | <b>15 091</b>   |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 1 - CONSTITUTION ET MISSION

L'Autorité des marchés financiers (ci-après l'Autorité) est une personne morale, mandataire de l'État, créée en vertu de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., chapitre A-33.2) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2004. Relevant du ministre des Finances, elle est financée par les différents intervenants du secteur financier.

L'Autorité est l'organisme de réglementation qui chapeaute le régime québécois d'encadrement du secteur financier. Elle s'est substituée au 1<sup>er</sup> février 2004 au Bureau des services financiers, à la Commission des valeurs mobilières du Québec, au Fonds d'indemnisation des services financiers, à l'Inspecteur général des institutions financières (secteur des institutions financières seulement) ainsi qu'à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Elle a alors acquis les droits et assumé les obligations de ces entités.

L'Autorité a pour mission :

- de prêter assistance aux consommateurs de produits et services financiers notamment en établissant des programmes d'éducation en la matière, en assurant le traitement des plaintes des consommateurs et en offrant à ces derniers des services de règlement des différends;
- de veiller à ce que les institutions financières et les autres intervenants du secteur financier respectent les normes de solvabilité qui leur sont applicables et se conforment aux obligations que la loi leur impose, en vue de protéger les intérêts des consommateurs de produits et services financiers, et de prendre toute mesure prévue par la loi;
- d'assurer l'encadrement des activités de distribution de produits et services financiers en appliquant les règles d'admissibilité et d'exercice de ces activités et en prenant toute mesure prévue par la loi;
- d'assurer l'encadrement des activités de bourse et de compensation et l'encadrement des marchés de valeurs mobilières en exerçant les contrôles prévus par la loi en matière d'accès au marché public des capitaux, en veillant à ce que les émetteurs et les autres intervenants du secteur financier se conforment aux obligations qui leur sont applicables et en prenant toute mesure prévues par la loi;
- d'assurer l'encadrement des marchés de dérivés, notamment des bourses et des chambres de compensation de dérivés, en veillant à ce que les entités réglementées et les autres intervenants aux marchés de dérivés se conforment aux obligations prévues par la loi;
- de voir à la mise en place de programmes de protection et d'indemnisation des consommateurs de produits et utilisateurs de services financiers et d'administrer les fonds d'indemnisation prévus à la loi.

De plus, l'Autorité accomplit des fonctions additionnelles confiées par le gouvernement du Québec. D'une part, en lien avec les pouvoirs que lui confère la *Loi sur les entreprises de services monétaires*, l'Autorité délivre les permis d'exploitation à toute personne ou entité qui exploite, contre rémunération, une entreprise de services monétaires et elle voit à leur encadrement. D'autre part, en application de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*, l'Autorité délivre les autorisations aux entreprises qui souhaitent conclure des contrats et sous-contrats publics, ce qui inclut les contrats conclus avec les ministères, les sociétés d'État et les municipalités au Québec.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'Autorité administre le Fonds d'assurance-dépôts constitué en vertu de la *Loi sur l'assurance-dépôts* (L.R.Q., chapitre A-26). Selon l'article 52.2 de cette loi, les bénéfices nets accumulés du Fonds d'assurance-dépôts doivent figurer sous forme de poste distinct dans tout état de l'actif et du passif de l'Autorité et être indiqués comme une addition au Fonds d'assurance-dépôts ou une réduction de ce fonds. Dans le but de compléter l'information financière, l'Autorité présente également de façon distincte les opérations et autres postes d'actifs et passifs du Fonds d'assurance-dépôts.

L'Autorité, par le biais de ce fonds, a pour fonctions :

- de régir la sollicitation et la réception de dépôts d'argent du public;
- de garantir à toute personne qui fait un dépôt d'argent à une institution inscrite, le paiement à leur échéance respective, du capital et des intérêts de ce dépôt jusqu'à concurrence d'une somme de cent mille dollars;
- de gérer un fonds d'assurance-dépôts;
- d'administrer un régime de permis.

En vertu de cette loi :

- le Fonds d'assurance-dépôts doit être maintenu pour l'exécution de l'obligation de garantie de même que pour l'exercice de certains pouvoirs. Les primes prélevées par le Fonds d'assurance-dépôts sont versées à ce fonds de même que les sommes que le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que ce dernier détermine, verser de temps à autre au Fonds d'assurance-dépôts;
- lorsque les ressources du Fonds d'assurance-dépôts sont insuffisantes pour le paiement de ses obligations ou l'exercice de ses pouvoirs, le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, faire des avances au Fonds d'assurance-dépôts ou garantir le paiement de tout engagement de ce dernier.

L'Autorité est fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers. Celui-ci est institué en vertu de l'article 258 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* tel que modifié par l'article 424 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*. Ce fonds est affecté au paiement des indemnités payables aux victimes de fraude, de manœuvres dolosives ou de détournement de fonds dont est responsable un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome. Selon l'article 274 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, l'Autorité doit maintenir une comptabilité distincte et l'actif du fonds ne fait pas partie des actifs de l'Autorité.

### Chambre de la sécurité financière et Chambre de l'assurance de dommages

Dans l'administration de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* et dans le but de faciliter le processus de perception des cotisations pour la Chambre de la sécurité financière et la Chambre de l'assurance de dommages, l'Autorité a pris en charge, en vertu d'ententes, la perception des cotisations de ces organismes auprès de leurs membres. Durant l'exercice, l'Autorité a perçu en cotisations 11 027 (10 371 en 2012) et a remis 11 035 (10 365 en 2012) pour la Chambre de la sécurité financière et a perçu en cotisations 4 794 (4 501 en 2012) et a remis 5 500 (3 865 en 2012) pour la Chambre de l'assurance de dommages.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

**2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Autorité utilise prioritairement le Manuel de comptabilité pour le secteur public et applique le modèle de présentation recommandé dans ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Autorité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, la provision pour congés de vacances, maladie, indemnités de départ et autres avantages et la juste valeur des placements présentée dans les notes complémentaires. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

**INSTRUMENTS FINANCIERS****Catégorie et évaluation**

L'Autorité comptabilise un actif ou un passif financier dans son état de la situation financière lorsque, et seulement lorsque, elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Ainsi, les actifs ou les passifs qui ne sont pas contractuels, tels les droits, cotisations et primes à recevoir, les autres créances, le compte à recevoir du ministère de la Justice, les dossiers en cours d'analyse à payer et les droits et cotisations à rembourser ne sont pas des instruments financiers.

L'Autorité a classé l'encaisse, les équivalents de trésorerie, les placements, les créances au Fonds d'indemnisation des services financiers, l'avance aux employés, le solde à recevoir du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la créance au Fonds d'assurance-dépôts et les intérêts à recevoir dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les charges à payer relatives aux comptes fournisseurs et frais courus, à la rémunération, aux dus à des sociétés sous contrôle commun ainsi que les charges à payer - Opérations courantes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les instruments financiers comptabilisés au coût après amortissement sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

**Coûts de transaction**

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### REVENUS

#### *Revenus de droits, de cotisations et de primes*

Les revenus de droits, de cotisations et de primes sont comptabilisés en fonction de la période couverte par ces revenus à l'exception des revenus de droits qui sont rattachés à un événement précis. Les montants facturés pour une période excédant la fin de l'exercice sont comptabilisés à titre de revenus reportés.

Les revenus de droits rattachés à un événement précis sont comptabilisés lorsque cet événement survient.

#### *Revenus de contribution du gouvernement du Québec*

Les revenus de contribution du gouvernement du Québec sont comptabilisés au moment où les dépenses admissibles sont autorisées et que tous les critères d'admissibilité sont respectés.

#### *Revenus de sanctions administratives et amendes*

Les revenus de sanctions administratives et amendes sont constatés au moment où elles sont exigibles et lorsqu'il existe une assurance raisonnable de recouvrabilité des montants.

#### *Autres revenus*

Les autres revenus sont comptabilisés au moment où la fourniture est livrée ou le service rendu.

### ACTIFS FINANCIERS

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'Autorité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, les dépôts à vue non grevés d'affectations et les autres placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à compter de la date d'acquisition.

#### **Placements**

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est comptabilisée dans l'état des résultats et n'est pas annulée si la valeur du placement remonte par la suite.

### PASSIFS

#### **Provision pour congés de maladie**

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que l'Autorité ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

De plus, l'Autorité a institué un régime de rentes d'appoint afin de verser à certains membres de la haute direction des prestations de retraite, en sus des prestations du régime de retraite de base. Le coût des prestations de retraite accumulées par ces derniers est établi par calculs actuariels selon la méthode des prestations déterminées au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction sur le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération, l'âge de départ des employés et de la mortalité après la retraite. Les montants de gains ou pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés concernés.

**Avantages incitatifs relatifs à un bail**

Les avantages incitatifs accordés à l'Autorité par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux administratifs, sont reportés et amortis sur la durée du bail.

**ACTIFS NON FINANCIERS****Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile suivantes :

|                                                                           |                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Équipement informatique, logiciels et développement informatique          | 3 ans                                                              |
| Mobilier et équipement de bureau et améliorations locatives – équipements | 5 ans                                                              |
| Améliorations locatives – aménagements                                    | Durée restante du bail plus une période d'option de renouvellement |

**Dépréciation des immobilisations**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de l'Autorité de fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 3 - MODIFICATIONS COMPTABLES

#### SP 1201 - PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Autorité a adopté le chapitre SP 1201 - Présentation des états financiers. Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200 - Présentation des états financiers. Les principales modifications sont les suivantes :

- Les gains et pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier.
- L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'Autorité.

#### SP 3450 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Autorité a adopté prospectivement le chapitre SP 3450 - Instruments financiers. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur ou coût après amortissement.
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 18.

En date du 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Autorité :

- a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450;
- a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur;
- a appliqué prospectivement les dispositions relatives à l'évaluation du présent chapitre.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'Autorité.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### SP 3041 - PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Autorité a adopté le chapitre SP 3041 - Placements de portefeuille. Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 3040 - Placements de portefeuille. Les principales modifications qui ont été apportées sont les suivantes :

- Les parts de fonds communs de placement ont été intégrées dans le champ d'application.
- Les définitions ont été harmonisées avec celles du chapitre SP 3450 - Instruments financiers.
- L'exigence de comptabilisation à la valeur d'acquisition est supprimée, puisque les dispositions du chapitre SP 3450 relatives à la comptabilisation et à l'évaluation s'appliquent, sauf s'il s'agit de la comptabilisation initiale d'un placement de portefeuille assorti de conditions avantageuses importantes.
- Les autres dispositions, y compris celles concernant l'emploi de la méthode du taux d'intérêt effectif, ont été harmonisées avec celles du chapitre SP 3450.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'Autorité.

### SP 3410 - PAIEMENTS DE TRANSFERT

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, l'Autorité a adopté prospectivement le chapitre SP 3410 - Paiements de transfert. Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410 - Paiements de transfert, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'Autorité.

## 4 - CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

|                                    | 2013  | 2012  |
|------------------------------------|-------|-------|
| Lutte à l'évasion fiscale          | 1 981 | 2 112 |
| Entreprises de services monétaires | 599   | 900   |
|                                    | 2 580 | 3 012 |

L'Autorité a reçu du gouvernement du Québec une somme de 599 (900 en 2012) pour le développement d'un système informatique en lien avec l'entrée en vigueur de la *Loi sur les entreprises de services monétaires* en 2012-2013.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 5 - FRAIS DE GESTION ATTRIBUÉS AUX FONDS

L'Autorité a mis à la disposition du Fonds d'assurance-dépôts et du Fonds d'indemnisation des services financiers des ressources humaines, des immobilisations et des espaces locatifs. Au cours de l'exercice, l'Autorité a chargé une somme de 369 (379 en 2012) et de 578 (656 en 2012) respectivement pour l'utilisation de ces ressources. Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange, conformément à l'entente conclue entre les parties.

## 6 - FONDS POUR L'ÉDUCATION ET LA SAINE GOUVERNANCE

Tel que prévu à l'article 38.1 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., chapitre A-33.2), l'Autorité constitue, à son actif, le Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance (FESG). Les opérations de l'exercice se détaillent comme suit :

|                                                 | Budget  | 2013          | 2012          |
|-------------------------------------------------|---------|---------------|---------------|
| Solde au début                                  |         | 45 984        | 47 303        |
| Opérations du FESG :                            |         |               |               |
| Revenus de sanctions administratives et amendes | 875     | 1 443         | 851           |
| Revenus de placements                           | 867     | 1 087         | 1 038         |
| Versements de contributions                     | (4 500) | (3 638)       | (3 069)       |
| Salaires et avantages sociaux                   | (164)   | (175)         | (134)         |
| Autres                                          | (11)    | (2)           | (5)           |
|                                                 | (2 933) | (1 285)       | (1 319)       |
| <b>Solde à la fin</b>                           |         | <b>44 699</b> | <b>45 984</b> |

Parmi les placements de l'Autorité présentés à la note 8, un montant de 46 199 au 31 mars 2013 (47 432 en 2012) est affecté au FESG. Au 31 mars 2013, le FESG devait une somme de 1 622 (1 564 en 2012) à l'Autorité et avait des intérêts à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec de 97 (116 en 2012). De plus, l'Autorité avait une somme de 25 (0 en 2012) à transférer au FESG pour des revenus de sanctions administratives et amendes.

Le solde du FESG est inclus dans l'excédent cumulé sous le libellé « Opérations courantes ».

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 7 - ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

|                           | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2013 Total | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2012 Total |
|---------------------------|----------------------|--------------------------|------------|----------------------|--------------------------|------------|
| Équivalents de trésorerie |                      |                          |            | 33 100               |                          | 33 100     |
|                           |                      |                          |            | <b>33 100</b>        |                          | 33 100     |

Les équivalents de trésorerie correspondent aux placements dont l'échéance initiale est de 3 mois ou moins.

### 8 - PLACEMENTS

|                                                                  | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2013 Total     | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2012 Total |
|------------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|----------------|----------------------|--------------------------|------------|
| <b>Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec</b> |                      |                          |                |                      |                          |            |
| Dépôts à terme                                                   | 14 300               |                          | <b>14 300</b>  | 15 998               |                          | 15 998     |
| Dépôts à participation                                           | 43 359               | 533 074                  | <b>576 433</b> | 47 136               | 505 210                  | 552 346    |
|                                                                  | 57 659               | 533 074                  | <b>590 733</b> | 63 134               | 505 210                  | 568 344    |

|                                              |               |                |                |        |         |         |
|----------------------------------------------|---------------|----------------|----------------|--------|---------|---------|
| <b>Fonds confiés à d'autres institutions</b> |               |                |                |        |         |         |
| Acceptations bancaires                       |               |                |                | 1 395  |         | 1 395   |
| Obligations                                  | 9 927         |                | <b>9 927</b>   |        |         |         |
| Certificat de dépôt garanti                  | 6 500         |                | <b>6 500</b>   |        |         |         |
| Billets à terme au porteur                   | 22 000        |                | <b>22 000</b>  | 4 500  |         | 4 500   |
|                                              | 38 427        |                | <b>38 427</b>  | 5 895  |         | 5 895   |
|                                              | <b>96 086</b> | <b>533 074</b> | <b>629 160</b> | 69 029 | 505 210 | 574 239 |

Les dépôts à terme, certificat de dépôt garanti, obligation et billets à terme au porteur portent intérêt à des taux se situant entre 0,93 % et 1,60 %, échéant à différentes dates jusqu'en février 2014.

La valeur marchande des dépôts à terme confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP) est de 14 269 au 31 mars 2013 (15 998 en 2012). Aucune baisse de valeur marchande n'a été constatée pour les dépôts à terme au 31 mars 2013 (2 en 2012). La valeur marchande des unités de dépôts à participation dans les fonds confiés à la CDP est de 610 686 au 31 mars 2013 (578 228 en 2012). Les valeurs marchandes des billets à terme au porteur, du certificat de dépôt garanti et de l'obligation sont respectivement de 22 288, 6 510 et 9 928 au 31 mars 2013 (4 569 en 2012 pour les billets à terme). La juste valeur des dépôts à vue est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### BTAA ET INSTRUMENTS FINANCIERS QUI SE RATTACHENT AUX DÉPÔTS À PARTICIPATION

La juste valeur des dépôts à participation, au 31 mars 2013, du Fonds d'assurance-dépôts inclut la juste valeur des placements qu'elle détient dans des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le portefeuille spécialisé BTAA. Cette juste valeur a été établie par la CDP à l'aide de différentes techniques d'évaluation qu'elle juge appropriées dans les circonstances.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les billets sont détenus à travers des structures sous forme de fiducies appelées « véhicules d'actifs-cadres » ou « VAC ». Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit pour VAC 1 et VAC 2, tandis que VAC 3 contient des actifs traditionnels tels que les créances hypothécaires résidentielles et commerciales.

La CDP a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de taux d'intérêt et de défaillance de crédit dans le but de procurer une couverture économique afin de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA ainsi que d'éventuels appels de garantie. Les trocs de défaillance de crédit ont été financés par la contrepartie concernée. Le remboursement de cet emprunt est lié aux flux monétaires issus des remboursements de certains placements de VAC 1 et des instruments financiers dérivés s'y rattachant.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 9 - CRÉANCES

|                                               | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2013 Total | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2012 Total |
|-----------------------------------------------|----------------------|--------------------------|------------|----------------------|--------------------------|------------|
| Droits, cotisations et primes                 | 23 602               |                          | 23 602     | 25 138               |                          | 25 138     |
| Fonds d'indemnisation des services financiers | 594                  |                          | 594        | 723                  |                          | 723        |
| Avance aux employés <sup>1</sup>              | 905                  |                          | 905        | 936                  |                          | 936        |
| Autres                                        | 1 053                | 1                        | 1 054      | 1 189                |                          | 1 189      |

| À recevoir du gouvernement du Québec            |        |   |        |        |  |        |
|-------------------------------------------------|--------|---|--------|--------|--|--------|
| Ministère de la Justice                         | 761    |   | 761    |        |  |        |
| Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport | 17     |   | 17     | 7      |  | 7      |
|                                                 | 26 932 | 1 | 26 933 | 27 993 |  | 27 993 |

<sup>1</sup> La majeure partie de cette avance correspond à une avance de 56 heures de salaire qui a été consentie aux employés afin de permettre à l'Autorité de reporter de deux semaines le versement de la paie. Cette avance ne porte pas intérêt et est remboursable sur demande, au plus tard au départ de l'employé.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 10 - CHARGES À PAYER

|                                      | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2013 Total | Opérations courantes | Fonds d'assurance-dépôts | 2012 Total |
|--------------------------------------|----------------------|--------------------------|------------|----------------------|--------------------------|------------|
| Comptes fournisseurs et frais courus | 6 984                |                          | 6 984      | 6 637                |                          | 6 637      |
| Rémunération                         | 6 989                |                          | 6 989      | 6 330                |                          | 6 330      |
| Dossiers en cours d'analyse          | 127                  |                          | 127        |                      |                          |            |

## Dû à des sociétés sous contrôle commun

|                                            |        |  |        |        |  |        |
|--------------------------------------------|--------|--|--------|--------|--|--------|
| Ministère des Finances et de l'Économie    | 1 497  |  | 1 497  | 921    |  | 921    |
| Centre de services partagés du Québec      | 214    |  | 214    | 501    |  | 501    |
| École nationale de police                  | 60     |  | 60     | 35     |  | 35     |
| Ministère de la Sécurité publique          | 70     |  | 70     | 33     |  | 33     |
| Sûreté du Québec                           | 25     |  | 25     |        |  |        |
| Ministère du Revenu                        | 8      |  | 8      | 8      |  | 8      |
| Société québécoise d'information juridique | 6      |  | 6      | 9      |  | 9      |
|                                            | 15 980 |  | 15 980 | 14 474 |  | 14 474 |



## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

# 11 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

## CONGÉS DE MALADIE

L'Autorité dispose de programmes de congés de maladie pour ses employés. Le programme pour les emplois de soutien et techniques syndiqués et certains non syndiqués est non cumulable. Quant au programme pour les emplois professionnels syndiqués et non syndiqués ainsi que pour certains emplois de soutien et techniques non syndiqués, celui-ci est cumulable et donne lieu à des obligations à long terme.

Ce programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement. Ces congés peuvent être monnayés à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

### Provision au titre des avantages sociaux futurs

|                                            | 2013         | 2012         |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Provision pour congés de vacances</b>   |              |              |
| Solde au début                             | 4 957        | 4 574        |
| Charge de l'exercice                       | 5 388        | 4 265        |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (4 089)      | (3 882)      |
| <b>Solde à la fin</b>                      | <b>6 256</b> | <b>4 957</b> |

|                                            |              |              |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Provision pour congés de maladie</b>    |              |              |
| Solde au début                             | 6 605        | 5 774        |
| Charge de l'exercice                       | 2 325        | 2 368        |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (1 579)      | (1 537)      |
| <b>Solde à la fin</b>                      | <b>7 351</b> | <b>6 605</b> |

|                                                                |               |               |
|----------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Provision pour indemnités de départ et autres avantages</b> |               |               |
| Solde au début                                                 | 677           | 914           |
| Charge de l'exercice                                           | 777           | 463           |
| Prestations versées au cours de l'exercice                     | (757)         | (700)         |
| <b>Solde à la fin</b>                                          | <b>698</b>    | <b>677</b>    |
| <b>Provision au titre des avantages sociaux futurs</b>         | <b>14 305</b> | <b>12 239</b> |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 11 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

## OBLIGATIONS RELATIVES AUX CONGÉS DE MALADIE

Les obligations sont évaluées selon une méthode de calcul qui tient compte de la répartition des prestations constituées. La base des estimations et des hypothèses économiques à long terme est la suivante en fonction des différents groupes d'âge et du régime de retraite :

|                                                         | 2013                   |                        |
|---------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
|                                                         | RREGOP                 | RRPE                   |
| Taux de croissance de la rémunération                   | 0,7 %                  | 1,3 %                  |
| Taux d'actualisation                                    | Entre 1,38 % et 3,97 % | Entre 1,33 % et 3,84 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | Entre 2 et 35 ans      | Entre 1 et 20 ans      |

|                                                         | 2012                   |                        |
|---------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
|                                                         | RREGOP                 | RRPE                   |
| Taux de croissance de la rémunération                   | 0,7 %                  | 1,3 %                  |
| Taux d'actualisation                                    | Entre 1,45 % et 3,90 % | Entre 1,45 % et 3,91 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | Entre 2 et 35 ans      | Entre 2 et 20 ans      |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

**RÉGIME DE RENTES D'APPOINT**

Les responsabilités de l'Autorité à l'égard du régime de rentes d'appoint consistent à assumer entièrement les prestations au moment de la retraite du bénéficiaire. Ainsi, aucune cotisation n'est payée par les employés ni par l'employeur. Par conséquent, aucune caisse de retraite n'a été constituée. Les obligations de l'employeur s'élèvent à 2 035 au 31 mars 2013 (1 190 en 2012). L'Autorité a imputé 845 aux résultats de l'exercice (278 en 2012). Les hypothèses actuarielles significatives retenues par l'Autorité pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes : le taux d'actualisation est de 3,50 % (5,00 % en 2012), le taux de croissance de la rémunération est de 3,5 % (idem en 2012) et le taux de mortalité après la retraite est établi selon la table recommandée par l'Institut canadien des actuaires (idem en 2012). L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée en mars 2013.

|                                                           | 2013  | 2012  |
|-----------------------------------------------------------|-------|-------|
| Obligation au titre des prestations constituées           | 2 245 | 1 190 |
| Perte actuarielle nette non amortie <sup>1</sup>          | (210) |       |
| Passif au titre des avantages complémentaires de retraite | 2 035 | 1 190 |

1 La période d'amortissement de la perte actuarielle est de 13 ans et débutera dans le prochain exercice.

**RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel de l'Autorité participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'Autorité imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 4 202 (3 635 en 2012). Les obligations de l'Autorité envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le taux de cotisation de l'Autorité au RREGOP est de 9,18 % (8,94 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012) de la masse salariale cotisable et celui du RRPE de 12,30 % (12,30 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012).

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 12 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                         | 2013              |               |                           |                  |                      |               |
|-----------------------------------------|-------------------|---------------|---------------------------|------------------|----------------------|---------------|
|                                         | Coût              |               |                           |                  | Amortissement cumulé | Valeur nette  |
|                                         | Solde d'ouverture | Acquisitions  | Dispositions <sup>2</sup> | Solde de clôture |                      |               |
| Améliorations locatives - équipements   | 682               | 10            |                           | 692              | 614                  | 78            |
| Améliorations locatives - aménagements  | 8 863             | 37            |                           | 8 900            | 4 086                | 4 814         |
| Mobilier et équipement de bureau        | 7 357             | 255           | 3                         | 7 609            | 6 967                | 642           |
| Équipement informatique                 | 6 279             | 750           | 145                       | 6 884            | 5 823                | 1 061         |
| Logiciels                               | 5 084             | 337           |                           | 5 421            | 4 730                | 691           |
| Développement informatique <sup>1</sup> | 16 590            | 10 377        |                           | 26 967           | 5 055                | 21 912        |
|                                         | <b>44 855</b>     | <b>11 766</b> | <b>148</b>                | <b>56 473</b>    | <b>27 275</b>        | <b>29 198</b> |
|                                         | 2012              |               |                           |                  |                      |               |
|                                         | Coût              |               |                           |                  | Amortissement cumulé | Valeur nette  |
|                                         | Solde d'ouverture | Acquisitions  | Dispositions <sup>2</sup> | Solde de clôture |                      |               |
| Améliorations locatives - équipements   | 673               | 9             |                           | 682              | 561                  | 121           |
| Améliorations locatives - aménagements  | 8 158             | 705           |                           | 8 863            | 3 536                | 5 327         |
| Mobilier et équipement de bureau        | 7 026             | 338           | 7                         | 7 357            | 6 743                | 614           |
| Équipement informatique                 | 5 580             | 700           | 1                         | 6 279            | 5 257                | 1 022         |
| Logiciels                               | 4 544             | 540           |                           | 5 084            | 4 179                | 905           |
| Développement informatique <sup>1</sup> | 10 618            | 5 972         |                           | 16 590           | 4 947                | 11 643        |
|                                         | <b>36 599</b>     | <b>8 264</b>  | <b>8</b>                  | <b>44 855</b>    | <b>25 223</b>        | <b>19 632</b> |

1 Les projets en cours pour le développement informatique au 31 mars 2013 s'élevaient à 21 757 (11 589 en 2012). L'amortissement débutera lorsque les projets seront terminés.

2 Les dispositions de l'exercice sont des radiations d'immobilisations corporelles complètement amorties. Par conséquent, elles sont sans impact sur l'état des flux de trésorerie.

Aux fins des informations concernant les acquisitions d'immobilisations corporelles dans le flux de trésorerie, un montant de 2 396 (2 143 en 2012) est inclus dans les comptes fournisseurs au 31 mars 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

**13 - RÉSERVE POUR ÉVENTUALITÉS**

Tel que prévu à l'article 38.3 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., chapitre A-33.2), l'Autorité peut, pour la réalisation de sa mission, constituer à son actif une réserve pour éventualités. Cette réserve a été constituée afin de pallier une variation imprévue des revenus ou des charges attribuables à cette loi. Au 31 mars 2013 et 2012, cette réserve est de 12 930. La réserve est incluse dans l'excédent cumulé sous le libellé « Opérations courantes ».

**14 - DÉPÔTS GARANTIS**

Les primes prélevées des institutions inscrites sont basées sur les sommes garanties que celles-ci ont en dépôt au 30 avril de chaque année.

Les dépôts garantis au 30 avril 2012 par le Fonds d'assurance-dépôts s'élevaient à 91,3 milliards de dollars (87,7 milliards de dollars en 2011), dont 17,1 milliards de dollars (16,8 milliards de dollars en 2011) sont détenus par des sociétés de fiducie ou d'épargne constituées en corporation en vertu d'une loi fédérale pour lesquelles aucune prime n'est exigible.

En vertu d'un accord conclu avec la Société d'assurance-dépôts du Canada, celle-ci indemniserait et tiendrait quitte l'Autorité des marchés financiers de toute responsabilité résultant de quelque garantie par cette dernière de dépôts reçus par une société de fiducie ou une société d'épargne constituée en corporation en vertu d'une loi fédérale.

**15 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

L'Autorité s'est engagée en vertu de contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2019 pour la location de ses bureaux et d'appareils multifonctions pour un montant de 29 592. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 6 618 en 2013-2014, 4 109 en 2014-2015, 4 156 en 2015-2016, 4 181 en 2016-2017, 4 225 en 2017-2018 et 6 303 pour les exercices 2018-2019 et suivants.

Les obligations contractuelles relatives au projet de modernisation et d'intégration des systèmes de l'Autorité (MISA) sont de 3 616 pour l'exercice 2013-2014.

Les obligations contractuelles relatives aux contributions du Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance sont de 2 190 pour l'exercice 2013-2014, de 884 pour l'exercice 2014-2015, de 579 pour l'exercice 2015-2016, de 525 pour l'exercice 2016-2017, de 500 pour l'exercice 2017-2018 et de 1 500 pour les exercices 2018-2019 et suivants.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 16 - ÉVENTUALITÉS

L'Autorité fait actuellement l'objet de diverses poursuites légales intentées en dommages à l'égard de ses activités ainsi qu'à titre de fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers. Étant donné qu'il n'est pas possible d'évaluer le montant que l'Autorité pourrait être appelée à payer, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers. Toutefois, l'Autorité est d'avis que les résultats de ces réclamations n'auront pas d'incidence négative significative sur sa situation financière.

L'Autorité s'est engagée dans des contrats d'exploitation des systèmes de dépôt pancanadiens, par le biais de la CDS Inc. (CDS) qui exploite les systèmes de dépôt pancanadiens SEDAR et SEDI pour le compte des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) aux termes de contrats conclus avec l'Alberta Securities Commission, la British Columbia Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) et l'Autorité des marchés financiers (les « autorités principales membres des ACVM »). La CDS exploite également la Base de données nationale d'inscription (BDNI), un système de dépôt pancanadien, aux termes de contrats conclus avec les autorités principales membres des ACVM et l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM). En vertu de ces contrats :

- Si les coûts d'exploitation de ces systèmes excèdent les revenus (un « déficit »), les autorités principales membres des ACVM doivent verser une somme à la CDS. La part de l'Autorité, de tout déficit enregistré, est limitée à 27,8 %.
- Si les revenus enregistrés par ces systèmes excèdent les coûts d'exploitation du système (un « excédent »), la CDS doit verser l'excédent dans un compte en fiducie administré par la CVMO. L'excédent ne peut être réparti; les autorités principales membres des ACVM en sont propriétaires collectivement.
- La CDS et les autorités principales membres des ACVM conviennent de partager également les écarts entre les coûts d'exploitation réels des systèmes de dépôt (les « charges ») et les coûts d'exploitation budgétés.

La CVMO détient en fiducie la somme de 94,4 millions de dollars (80,5 millions de dollars en 2012). Les fonds proviennent des excédents cumulés et des écarts par rapport aux charges comptabilisées par les systèmes de dépôt pancanadiens en date du 31 octobre 2012 et des intérêts gagnés sur ces montants en date du 31 mars 2013. Les autorités principales membres des ACVM ont convenu qu'elles n'utiliseront ces fonds que pour mettre en place des mesures qui profiteront aux utilisateurs des systèmes de dépôt pancanadiens, notamment l'amélioration des systèmes, ou pour compenser tout déficit par rapport aux revenus qui sont nécessaires pour payer les charges approuvées dans les plans d'exploitation annuels.

### 17 - ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS

Le 2 avril 2013, les autorités principales (l'Autorité des marchés financiers, l'Alberta Securities Commission, British Columbia Securities Commission et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario) membres des Autorités canadiennes en valeur mobilières (ACVM) ont signé une entente avec Conseillers en systèmes d'information et en gestion CGI Inc. (CGI) afin de réorganiser la gouvernance des systèmes de dépôts électroniques SEDAR, SEDI et BDNI. Cette entente prévoit le transfert de l'exploitation des systèmes du fournisseur actuel, CDS, vers CGI au cours de l'exercice 2013-2014.

Une nouvelle entente a été conclue entre les autorités principales, en vigueur à partir du 2 avril 2013. À la date des états financiers, la direction n'est pas en mesure d'estimer l'incidence financière qu'aura cette entente.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 18 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations suivantes avec des entités sous contrôle commun font partie des charges de l'exercice :

|                                             | 2013  | 2012  |
|---------------------------------------------|-------|-------|
| <b>Revenus:</b>                             |       |       |
| Financement Québec                          |       | 39    |
| Organismes du réseau de l'éducation         | 68    | 67    |
| <b>Charges:</b>                             |       |       |
| Bureau de décision et de révision           | 1 456 | 1 950 |
| Ministère des Finances et de l'Économie     | 3 528 | 3 017 |
| Ministère de la Justice                     | (761) |       |
| Centre de services partagés du Québec       | 1 053 | 1 047 |
| École nationale de police                   | 61    | 140   |
| Ministère de la Sécurité publique           | 168   | 85    |
| Société québécoise d'information juridique  | 55    | 61    |
| Cégep Limoilou                              |       | 14    |
| Société de l'assurance automobile du Québec | 2     | 2     |
| École nationale d'administration publique   |       | 1     |
| Cégep de Rosemont                           | 16    |       |
| Sûreté du Québec                            | 55    |       |
| Université du Québec à Montréal             | 25    |       |

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'Autorité est apparentée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Autorité n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes divulguées distinctement dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

**19 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS  
AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

Dans le cours normal de ses activités, l'Autorité est exposée à différents risques. La direction a mis en place des politiques et procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

**RISQUE DE CRÉDIT**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'exposition maximale de l'Autorité au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers à son état de la situation financière.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux placements est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de l'Autorité est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées qui offrent ce type de placements. La direction juge que le risque de perte est négligeable.

**RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité est le risque que l'Autorité ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. L'Autorité gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels. L'Autorité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux charges à payer sont exigibles à court terme; par conséquent, l'Autorité juge qu'elle est peu exposée au risque de liquidité.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2013

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'Autorité est principalement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Au 31 mars 2013, le portrait relatif aux taux d'intérêt de l'Autorité se détaille comme suit :

|                             | 2013          | 2012          |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| <b>Taux d'intérêt fixe</b>  |               |               |
| Acceptations bancaires      |               | 34 495        |
| Dépôts à terme              | 14 300        | 15 998        |
| Certificat de dépôt garanti | 6 500         |               |
| Obligation                  | 9 927         |               |
| Billets à terme au porteur  | 22 000        | 4 500         |
|                             | <b>52 727</b> | <b>54 993</b> |

Puisque la majorité des placements sont négociés à taux fixe, le risque de taux d'intérêt relativement au flux de trésorerie auquel est exposée l'Autorité est minime étant donné que l'Autorité prévoit conserver ses placements jusqu'à l'échéance.

## 20 - CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2012 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2013.

